

RÉFUGIÉS

VOLUME 1 • NUMÉRO 118 • 2000

Sierra Leone : sauvée in extremis ?



Haut Commissariat
des Nations Unies
pour les réfugiés

Place au débat

A LA FIN DE 1999, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU KOFI ANNAN donne le coup d'envoi à un débat qui promet d'être l'un des plus controversés du nouveau millénaire. Il exhorte les pays membres à se lancer dans une croisade particulièrement audacieuse : reléguer au second plan les fondements mêmes de leur puissance – la souveraineté et l'inviolabilité de leurs frontières – afin de venir en aide à des millions de civils pris dans la tourmente d'une succession de guerres sans fin.

Pour échapper au chaos et à la violence, nombre d'entre eux ont franchi la frontière et se sont mis en sûreté dans un pays voisin. En tant que réfugiés, ils bénéficient d'un soutien juridique in-

pas un réfugié ? a-t-il récemment demandé au Conseil de sécurité. On applique aux deux tiers des déracinés de la terre l'euphémisme malheureux de déplacés internes, sensé désigner les civils exilés à l'intérieur de leur propre pays. En réalité, ce sont des réfugiés."

"La définition du réfugié est dépassée. Elle doit désormais inclure les 20 à 25 millions de personnes déplacées à travers le monde", estime M. Holbrooke. Selon l'ambassadeur américain, c'est au HCR, qui s'occupe déjà de quelque 21,5 millions de réfugiés et autres personnes relevant de sa compétence, de voir son mandat élargi aux déplacés internes.

Roberta Cohen, spécialiste des questions de réfugiés à la Brookings Institution de Washington, n'est pas tout à fait du même avis. Elle souligne certes qu'il est absurde d'établir une distinction aussi nette entre réfugiés et déplacés internes et qu'il est temps de "mettre en place un système permettant de répondre aux besoins de toutes les victimes, qu'elles se soient réfugiées dans un pays voisin ou qu'elles soient restées dans leur pays". Elle n'en conclut pas pour autant qu'il faille confier cette mission au HCR.

Le Haut Commissaire, Madame Sadako Ogata, a également émis des réserves. Qui financera le HCR doté d'un mandat élargi alors que les principaux donateurs réduisent leurs contributions financières aux agences humanitaires, dont, justement, le HCR ? L'organisation sera-t-elle en mesure de venir en aide à la fois aux réfugiés et aux déplacés des deux côtés d'une même frontière sans compromettre son mandat initial ? Ne risque-t-elle pas au bout du compte de n'aider ni les uns ni les autres ?

Mais le véritable problème est ailleurs : les déplacés internes ne peuvent être aidés sans le consentement de leurs gouvernements. Or ces derniers sont souvent eux-mêmes aux prises avec des conflits internes et doivent lutter pour leur survie. A en juger par les premières réactions que ce débat a suscitées, force est de constater que peu d'acteurs venant de régions en proie à des troubles sont prêts à mettre leur suprématie en danger.

Le débat vient à peine de commencer. Il semble bien parti pour durer.



Des années de guerre ont fait de la plupart des Somaliens des déracinés, dont les membres de cette famille.

ternational en vertu de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Mais tous n'ont pas traversé la frontière. Ils sont 20 à 25 millions à être restés dans leur pays et à se trouver dans une situation des plus précaires. Leur vie est souvent en danger. L'appel du Secrétaire général est avant tout «leur appel».

Il fallait s'y attendre : ce débat a d'ores et déjà divisé la communauté internationale. L'Occident et les pays industrialisés soutiennent sans réserve le concept selon lequel les Nations Unies doivent, lorsque cela s'avère nécessaire, intervenir dans les affaires intérieures des Etats pour venir en aide aux victimes de conflits internes. Les Etats du tiers monde et certains pays dont la Chine estiment que les principes de souveraineté nationale et de non-ingérence dans les affaires intérieures régissent les relations internationales et non l'humanitaire (voir RÉFUGIÉS, n° 117, *Brûlante question pour un nouveau millénaire*).

Richard Holbrooke, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, est récemment venu alimenter le débat. "Qui est, qui n'est

**Rédacteur :**

Ray Wilkinson

Edition française :

Mounira Skandrani

Collaborateurs :

Anne Encontre, Raouf Mazou, Kingsley Amaning, Andrej Mahecic, Khassim Diagne, Diederik Kramers, Guy Noel Ouamba, Fatoumata Sinhou Kaba, Christine Mougne.

Secrétariat de rédaction :

Virginia Zekrya

Iconographie :

Anneliese Hollmann, Anne Kellner

Design :

WB Associés - Paris

Production :

Françoise Peyroux

Administration :

Anne-Marie Le Galliard

Distribution :

John O'Connor, Frédéric Tissot

Carte :

Unité de cartographie du HCR

Réfugiés est publié par le Service de l'information du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par le HCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou reconnaissance du HCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

La rédaction se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les textes et les photos sans copyright © peuvent être librement reproduits, à condition d'en mentionner la source. Les demandes justifiées de photos sans copyright © peuvent être prises en considération, exclusivement pour usage professionnel.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Suisse par ATAR ROTO PRESSE SA, Genève. Tirage : 206 000 exemplaires en français, anglais, allemand, espagnol, italien, japonais, russe, arabe et chinois.

ISSN 1014-0905

Photo de couverture :

Sierra-Léonais réfugiés en Guinée voisine attendant une distribution de nourriture. HCR / C. SHIRLEY

HCR

Case postale 2500
1211 Genève 2, Suisse
www.unhcr.ch



RECTIFICATIF: LE CRÉDIT PHOTO DE LA PAGE 24 DE RÉFUGIÉS N° 117 EST HCR / B. NEELEMAN.

RÉFUGIÉS

N° 118 - 2000



HCR / B. NEELEMAN

4 Ce dessin d'enfants sierra-léonais réfugiés en Guinée illustre de manière saisissante le chaos qui règne dans leur pays depuis une dizaine d'années. Quoique fragile, l'accord de paix récent donne un regain d'espoir.



HCR / R. WILKINSON

21 L'Islande est une destination insolite pour les réfugiés. Parmi les derniers arrivants, certains ont contribué à secouer bien des habitudes, notamment culinaires. Grâce à eux, ce pays insulaire s'éveille aux cultures du monde.



HCR / H.J. DAVIES

26 Une évaluation indépendante de l'action du HCR lors de la crise du Kosovo confirme plusieurs faiblesses majeures mais conclut par ailleurs que le HCR n'a eu aucune prise sur nombre de facteurs de première importance.

2

ÉDITORIAL

Le débat sur les personnes déplacées gagne du terrain.

4

EN COUVERTURE

Sierra Leone : la paix a peut-être une chance mais le cessez-le-feu est fragile.

par Ray Wilkinson

Chronologie d'une tragédie.

16

CARTE CENTRALE

Récents événements aux quatre coins du monde.

18

AFRIQUE DE L'OUEST

Au cœur d'une zone de refuge.

par Corinne Perthuis

21

ISLANDE

Une terre d'asile insolite et peu connue.

par Ray Wilkinson

24

TIMOR

Le retour de Luis.

par Paul Stromberg

26

LE HCR ET LE KOSOVO

Une évaluation indépendante.

28

BRÈVES

30

GENS D'ICI ET D'AILLEURS

31

ENTRE GUILLEMETS

NOUS PARDONNERON MAIS NOUS N'OUBLIERONS JAMAIS

La Sierra Leone tente d'oublier une guerre meurtrière et d'édifier une paix durable.

par Ray Wilkinson

LE NOM MÊME DU LIEU, CASABLANCA FIELD, est chargé de romantisme et de mystère comme le célèbre classique du cinéma hollywoodien, Casablanca. Une brise marine agite les palmiers et, tout près, de petites vagues viennent mourir doucement sur cette plage de l'océan Atlantique. Un village délabré, empli du bruit, des odeurs de cuisine et de l'affairement des villages africains, s'étale de façon désordonnée sur le flanc d'une colline en pente douce.

Suite page 6 ▶

S...



A Freetown, capitale de la Sierra Leone, le «Camp des amputés et des blessés de guerre de Casablanca» accueille plus de 1800 mutilés et leurs familles.



Des maraîchères, membres d'un important groupe d'action civique, se retrouvent à Freetown pour discuter des derniers événements et des pers

► Le visiteur, qui pourtant n'ignore rien de la tragédie du village, est d'abord dupé par la richesse des couleurs, l'animation et l'apparente normalité du lieu. Puis, il voit un habitant indiquer son chemin à un passant en gesticulant le moignon de son bras droit. Une fillette souriante, d'environ six ans, claudique gaiement avec ses béquilles et le salue. A l'ombre d'une hutte voisine, un coiffeur coupe adroitement d'une seule main les cheveux d'un client. La réalité est là, choquante et effarante.

Casablanca Field accueille certaines des victimes de l'une des guerres les plus monstrueuses des temps modernes, le conflit interne qui, pendant près de dix ans, a ravagé la Sierra Leone. Les 4,4 millions d'habitants de ce pays d'Afrique de l'Ouest ont dû presque tous, à un moment ou un autre, fuir leur foyer pour se cacher dans la brousse environnante ou trouver refuge dans un pays voisin, en particulier au Libéria et en Guinée. Des dizaines de milliers de per-



Un symbole d'espoir au cœur de Freetown : «Sierra-Léonais, aimez-vous les uns les autres comme Dieu vous aime.»

sonnes ont été tuées, un nombre incalculable de femmes et de jeunes filles ont été enlevées et violées, des villages entiers ont été rasés et leurs habitants kidnappés, au cours d'un conflit exacerbé par les rivalités ethniques et régionales et par une écœurante bousculade pour s'approprier les mines d'or et de diamant du pays.

Mais tout comme la Bosnie évoquera à jamais la purification ethnique et le Rwanda le génocide des Tutsis, la Sierra Leone incarnera désormais le martyre de milliers de civils innocents mutilés par les rebelles dans le seul but de semer la terreur au sein de la population et d'intimider le gouvernement.

AMPUTÉ DES DEUX MAINS

Plus de 1800 amputés et leurs familles vivent dans ce lieu qui porte le nom officiel de «Camp des amputés et des blessés de guerre de Casablanca», installé dans un faubourg de la capitale, Freetown. Memuna, deux ans, est la plus jeune des victimes. Son père et sa mère ont été tués lorsque la ville a été envahie par les rebelles en 1998. Il a fallu lui amputer le bras, qui avait été touché par une balle. Sous une véranda, des hommes, tous manchots, apprennent le métier de coiffeur. Une petite fabrique, la seule du genre en Sierra Leone, produit des membres artificiels pour les victimes. Il y a au moins 2000 noms sur la liste d'attente.



pectives de paix.

Abdul Sankoh, 28 ans, est le directeur de l'école du camp. Son histoire est particulièrement tragique. En janvier 1999, lorsque les rebelles sont sur le point de s'emparer de Freetown, Sankoh – qui n'a aucun lien de parenté avec le chef de guerre Foday Sankoh – se cache dans la brousse. Il est fait prisonnier quelques jours plus tard, alors qu'il cherchait des mangues. Il propose de faire le porteur, mais un bandit armé le reconnaît et le dénonce comme enseignant et traître.

Les rebelles incendient le village de Sankoh. S'emparant d'une hache, son dénonciateur l'oblige à se jeter à terre. Il lui tranche la main droite, puis la main gauche, lui taillade le pourtour de la bouche et lui coupe un morceau d'oreille. "Va donc voir le président (Kabbah)", lui lancent les rebelles comme ils l'ont fait à une multitude d'autres de leurs victimes. "Il te rendra tes bras."

Alors qu'il tente de trouver un lieu sûr, Sankoh, qui perd beaucoup de sang, est blessé par balle par des troupes de l'ECOMOG (la Force ouest-africaine d'interposition), qui

combattaient les insurgés au nom du gouvernement civil et des pays voisins. Avec sa femme et ses deux enfants, il revient finalement à pied à Freetown, où il aide à créer une école pour les centaines de jeunes amputés du centre.

Ce ne sont pas seulement les horreurs du passé qui hantent le directeur d'école. Il y a aussi la peur de l'avenir. Après avoir lentement décrit ce que les rebelles lui ont fait subir, il dit encore : "Je ne peux même pas aller seul aux toilettes, je ne peux pas m'habiller. Ma femme est jeune. Je pense qu'elle va me quitter. Quelle vie aura-t-elle avec moi ? Je suis un monstre."

Et si le processus de paix aboutit, quelles sont les chances de vivre aux côtés des jeunes gens qui ont fait régner une telle terreur sur le pays ? "Nous disons seulement que nous leur pardonnerons" dit le professeur, plein d'amertume. "Mais une fois qu'ils seront désarmés, il n'y aura pas de pardon. Il n'y aura que de la vengeance. Nous nous vengerons."

Fait étonnant compte tenu des indicibles souffrances qui ont été infligées pendant les

années de guerre : l'avertissement lancé par Sankoh est l'un des rares appels à la vengeance que RÉFUGIÉS magazine a recensés en interrogeant une multitude de personnes en Sierra Leone, ainsi qu'en Guinée et au Libéria, où vivent 470 000 réfugiés sierra-léonais.

OUI AU PARDON, NON À L'OUBLI

"Nous ne pouvons pas oublier ce qui s'est passé", dit Sundifu Mustafa, au camp de Forcariah en Guinée. "Mais parce que nous voulons que la paix revienne, nous pardonnerons."

Zaïnab Bangura, la présidente de *The Campaign for Good Governance*, une organisation regroupant des syndicats, des églises, des associations civiles et autres, souligne que ce "processus est le fruit de la nécessité et non de l'amour. Nous devons essayer d'enfouir l'horreur, de pardonner, et d'aller de l'avant. Bien sûr, nous ne pourrions jamais oublier".

Le groupe de Zaïnab Bangura a largement contribué à sauver la Sierra Leone de l'abîme d'une guerre sans fin qui a éclaté en 1991 quand un ancien caporal de l'armée, Foday Sankoh, et son Front uni révolutionnaire ont

pris les armes contre le président Joseph Momoh, après des années de répression. Momoh a été renversé lors du coup d'Etat militaire de 1992, mais le pays est revenu à un régime civil lorsque l'avocat Ahmad Tejan Kabbah est arrivé à la présidence en 1996, à l'issue d'élections pluralistes, et a signé un accord de paix avec les rebelles de Sankoh.

La Sierra Leone continue d'osciller entre guerre et paix, entre gouvernement civil et répression militaire. L'année suivante, le major Johnny Koroma renverse Kabbah et Sankoh se rallie à la junte militaire au pouvoir.

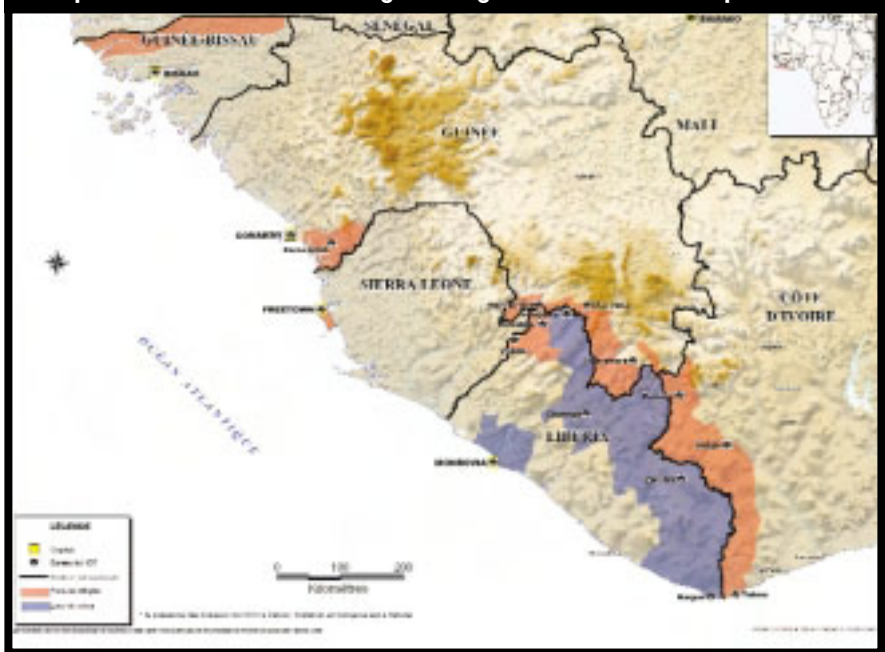
L'ONU et les pays voisins réussissent à isoler le régime de la scène internationale. Sur le plan interne, l'organisation naissante de Mme Bangura lance une campagne de résistance civile qui paralyse le pays pendant dix mois jusqu'à ce que les troupes de l'ECOMOG, dirigées par

le Nigéria, expulsent la junte de Freetown et ramènent Kabbah au pouvoir en mars 1998.

Les civils se font à nouveau entendre lors des pourparlers de paix qui se déroulent en 1999 à Lomé, la capitale du Togo. Considérant que Kabbah, Sankoh et Koroma font fi de leurs préoccupations, ils paralysent à ▶

Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées, des femmes ont été violées et des villages entiers rasés.

Principales zones abritant des réfugiés et régions de retour en Afrique de l'Ouest.





HCR / C. SHIRLEY

De nombreux déplacés vivent au milieu des ruines dans Freetown dévastée.

► nouveau la Sierra Leone pendant 24 heures. Les deux parties captent le message. “Les gens pensent que parce que nous n’avons pas de fusils, nous n’avons pas le pouvoir”, a déclaré Mme Bangura lors d’une interview. “Nous avons le pouvoir, celui du peuple.”

Sous la pression des civils sierra-léonais et d’une communauté internationale qui commence seulement à prendre la mesure des atrocités commises, les factions en guer-

re signent un accord le 7 juillet 1999 et constituent un gouvernement de coalition. Elles acceptent de désarmer les combattants rebelles, de les réintégrer dans la société et de ramener chez eux des centaines de milliers de réfugiés.

«UN PACTE AVEC LE DIABLE»

En tant que Représentant spécial du Secrétaire général de l’ONU, le diplomate ou-

gandais Francis Okelo a tenté pendant deux ans de débloquer la situation, avant de quitter son poste à la fin de 1999.

Il décrit le processus de paix : “J’ai commencé à travailler avec deux collaborateurs, un secrétaire et un chargé des affaires politiques. Je me suis fixé trois objectifs : contribuer à renverser la junte alors au pouvoir, mettre fin aux hostilités, et favoriser le rétablissement d’un régime constitutionnel et

“Donne ça à ton président”

IL Y A QUELQUES MOIS, Mme S., une habitante de Sumaworia, est agressée en pleine rue par un petit groupe de rebelles. Ils lui arrachent d’abord son sac puis la traînent dans la brousse. Arrivés dans un endroit isolé, ils tentent de la violer, mais elle oppose une résistance farouche, hurlant qu’elle préfère mourir plutôt que de leur céder.

Ses agresseurs l’obligent à s’asseoir par terre. Le plus jeune d’entre eux brandit sa

machette et lui ordonne de poser le pied gauche sur une souche d’arbre. Mais au moment où il abat son arme, la jeune femme retire sa jambe.

Furieux, le rebelle se jette sur elle, appuie le tranchant de la lame contre sa gorge et menace de la tuer. Elle se laisse faire. Son bourreau lui tranche deux orteils. Il les lui met de force dans la main en lui disant : “Donne ça à ton Président Kabbah pour qu’il

sache ce qui arrive à ses partisans.”

Puis les hommes s’en vont et l’abandonnent en pleine nuit. Des personnes qui se cachaient dans les environs la découvrent. Ils lavent ses plaies, les recouvrent de sel pour arrêter les saignements, et la transportent jusqu’à un village proche où elle sera soignée pendant un mois avant de pouvoir se rendre, à pied, dans un endroit où elle sera en sécurité. ■

d'une structure de paix permanente."

Longtemps pendant sa diplomatie itinérante, Francis Okelo a eu le sentiment d'être totalement isolé, apparemment invisible au milieu du carnage. Même quand Kabbah a repris le pouvoir, la mission de l'Ougandais a continué à porter le sceau de la précarité.

"À un moment donné, on a cru que les rebelles avaient été battus, se souvient-il. C'était une illusion." Quand il s'est aventuré à dire que la guerre ne serait pas gagnée par les armes et que négocier était la seule solution, on a fait de lui un paria.

Contre toute attente, la situation a changé lorsque les rebelles ont envahi Freetown, au début de 1999. "Nous avons vu le problème arriver, indique le diplomate. Il était évident qu'il fallait engager un dialogue, mais je me serais fait lyncher dans la rue si j'avais alors plaidé pour un cessez-le-feu."

Des pourparlers ont finalement été engagés à Lomé. "Les gens étaient profondément traumatisés. Il fallait sortir du borbier coûte que coûte. L'épuisement des deux parties permettrait peut-être de rétablir la paix", explique M. Okelo.

"C'est la raison pour laquelle le gouvernement a accepté les rebelles au sein d'un gouvernement de coalition et accordé une amnistie générale aux combattants. L'amnistie n'a pas été un choix. C'était une nécessité. Signer un pacte avec le diable était le prix à payer."

Mais, ajoute l'envoyé en fin de mandat, "les parties en Sierra Leone ont versé un acompte. Il ne faut pas rater la vente".

L'amnistie, sans doute le point le plus controversé de l'accord de paix, a été largement dénoncée par les organisations humanitaires. Toutefois, les diplomates qui l'ont négociée soulignent, comme M. Okelo, qu'il n'y avait pas d'autre solution. "La justice n'a pas été pervertie, elle a été retardée", insiste un haut responsable africain. "Sans cette amnistie générale, les rebelles n'auraient pas arrêté de tirer et nous n'aurions pas pu lancer le processus de paix."

"Nous devons aller de l'avant, souligne Zainab Bangura, mais il nous faudra sans tarder nous interroger sur ce qui s'est passé et pourquoi tout cela est arrivé. C'est la condition sine qua non d'une véritable réconciliation."

Freetown envisage d'établir une Commission vérité et réconciliation similaire à celle qui, en Afrique du Sud, a étudié les méfaits commis à l'époque de l'apartheid.

Cet organisme devra notamment se pencher sur ce qui a pro-

SIERRA LEONE : CHRONIQUE D'UNE TRAGÉDIE

1787

Des philanthropes britanniques achètent aux chefs locaux quelques arpents de terre où ils comptent installer d'anciens esclaves réfugiés en Angleterre. La presqu'île de Freetown accueillera dans les années qui suivent des contingents entiers d'esclaves affranchis à leur retour des Amériques.

27 avril 1961

La Sierra Leone, protectorat britannique de 72 000 km² bordé par l'océan Atlantique, la Guinée au nord et à l'est, et le Libéria au sud-est, accède à l'indépendance. Freetown devient la capitale du nouvel Etat.

1978

Le président Siaka Stevens institue le monopartisme. Il quittera le pouvoir en 1985 à l'âge de 80 ans, léguant à son successeur, le général Joseph Saidu Momoh, un pays peu peuplé (4,4 millions d'habitants à l'aube du nouveau millénaire) au sous-sol riche en diamants, or, minerai de fer et bauxite.

23 mars 1991

Les rebelles du Front révolutionnaire uni du caporal Foday Sankoh prennent les armes contre le pouvoir. C'est le début d'une interminable guerre civile qui fera plus de 10 000 morts et des centaines de milliers de mutilés. La moitié de la population sera déracinée.

29 avril 1992

Lors d'un coup d'Etat, le président Joseph Saidu Momoh est renversé par le capitaine de l'armée, Valentin Strasser, qui est nommé président du Conseil provisoire national du gouvernement.

16 janvier 1996

Strasser est renversé par le vice-président du Conseil provisoire, le général Julius Maada Bio, qui promet des élections multipartites et le retour des civils au pouvoir. Ahmad Tejan Kabbah remporte les élections présidentielles du 15 mars. En novembre, il signe un accord de paix avec les rebelles de Foday Sankoh.

1997

L'accord de paix se défait rapidement. Foday Sankoh est placé en résidence surveillée lors

d'un voyage au Nigéria. A Freetown, le commandant Johnny Paul Koroma, à la tête de l'armée, renverse le président Kabbah. Foday Sankoh se rallie aux putschistes. Les Nations Unies décrètent un embargo sur les importations de carburants et d'armes et déclarent la nouvelle junte militaire persona non grata.

1998

Les troupes de l'ECOMOG sous commandement nigérian chassent la junte et les rebelles de Freetown. En mars, elles remettent le pouvoir au président élu Ahmad Kabbah. C'est la première fois que les pays de la région rétablissent les autorités civiles après un coup d'Etat. Foday Sankoh est extradé du Nigéria pour être jugé. Il est reconnu coupable de haute trahison et condamné à mort. Les rebelles continuent de faire régner la terreur, notamment par le recours systématique à la mutilation.

1999

Les partisans de la junte et les rebelles sont à deux doigts de prendre Freetown lors d'une attaque qui fait quelque 5000 morts. Des négociations qui s'ouvrent plus tard dans l'année donnent une chance à la paix.

7 juillet 1999

Après la signature d'un premier cessez-le-feu en mai, un accord de paix est signé à Lomé (Togo). Les rebelles s'engagent à déposer les armes. Ils obtiennent en échange quatre portefeuilles ministériels dans le gouvernement d'union nationale.

Fin 1999-2000

Le désarmement se poursuit, mais timidement. Les rebelles restés dans la brousse multiplient les exactions contre les civils.

Les Sierra-Léonais réfugiés dans les pays voisins veulent rentrer chez eux, à condition que les combattants soient désarmés. Le HCR et d'autres organisations humanitaires prévoient la mise en place de dispositifs d'intervention pour aider des centaines de milliers de civils à prendre le chemin du retour — mais le succès de cette opération dépendra de celui du processus de désarmement et de réintégration.

voqué la campagne de mutilations — les amputations systématiques et les détails horribles qui les accompagnaient. Souvent, un choix macabre était proposé aux victimes: «manches courtes» ou «manches longues», avoir le bras coupé en dessous ou au-dessus

du coude. De façon incongrue mais aussi menaçante, les guérillas ont appelé leur campagne «Pas de quartier». Au cours de leur initiation, certaines recrues ont été forcées de tuer leurs propres parents et de mutiler leurs voisins.

Quel que soit le nom de code sous lequel opéraient les rebelles, une chose est claire — c'était une campagne systématique et bien organisée de terreur. Certains commentateurs ont laissé entendre que ce rituel de muti- ▶

La Sierra Leone incarnera désormais le martyr de milliers de civils mutilés par les rebelles.



Des cours de mécanique automobile sont inclus au programme de réinsertion sociale de ces jeunes, hier encore, des enfants-soldats.

► lations provient de traditions locales, mais le journaliste africain Thomas Kamara soutient que "cette campagne n'a pas de précédent en Afrique. Il n'y a pas, que je sache, de lien historique entre ce qui vient de se passer et tout ce qui l'a précédé".

Zaïnab Bangura pense que les rebelles "sous-estiment encore l'ampleur des atrocités qu'ils ont commises et leur impact sur le pays". Elle souligne aussi que même si le sort des amputés est terrible, celui des femmes de Sierra Leone a été plus abominable encore.

"Le supplice des amputés est la marque extérieure de la souffrance du peuple sierraléonais, dit-elle. Mais les atrocités dont ont été victimes les femmes de ce pays en sont la marque invisible. C'était une campagne organisée d'avilissement des femmes et des

filles, qui ont été kidnappées, violées et parfois transformées en machines à tuer. A l'heure des comptes, nous ne pourrions pas fermer les yeux sur cette souffrance cachée."

UNE NOUVELLE CHANCE

Dans le centre de Freetown, sous un majestueux fromager plusieurs fois centenaire, on peut lire sur un panneau : "Sierra-Léonais, aimez-vous les uns les autres comme Dieu vous aime." Ce panneau est un symbole d'espoir en l'avenir. Malgré la barbarie d'hier, une nouvelle chance est donnée à la Sierra Leone.

Après avoir longtemps ignoré cette guerre, les Nations Unies ont commencé l'an dernier à détacher des unités militaires indiennes et kényennes qui feront partie d'une force

internationale de 11 100 hommes chargée d'appuyer le processus de paix.

Le HCR a rouvert sa délégation de Freetown. Peu après la signature de l'accord de paix de Lomé, des responsables régionaux du HCR se sont réunis et ont mis au point des plans selon lesquels jusqu'à 170 000 réfugiés pourraient revenir de Guinée, du Libéria et de Gambie d'ici la fin de l'année 2000, à mesure que la paix sera rétablie. Les bureaux du HCR en Sierra Leone seront alors rouverts pour faciliter le rapatriement et la réintégration des réfugiés.

Cette planification, indispensable en cas d'une évolution positive, s'est hélas avérée trop optimiste.

A l'intérieur du pays, de nombreuses régions sont restées zones interdites pour des



HCR / C. SHIRLEY

Conscient de la fragilité de l'accord de paix, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a demandé que les effectifs de la force de l'ONU passent de 6000 à 11 100 hommes, dont 12 bataillons d'infanterie et unités d'appui. Le Conseil de sécurité a approuvé cette mesure en février.

Toutefois, même si le désarmement est mené à bien, un problème à long terme, plus complexe encore, doit être résolu : celui de la réintégration, non seulement des réfugiés, mais aussi des anciens combattants.

Des centaines de milliers de réfugiés et de civils déplacés en Sierra Leone ont manifesté le désir de rentrer dès que le désarmement sera achevé. La Sierra Leone, qui est l'un des pays les plus pauvres du monde, a indéniablement besoin d'eux. "Ces réfugiés vont revenir avec toutes les compétences qu'ils ont acquises, y compris dans les camps, explique Zaïnab Bangura. Ils veulent rentrer et le pays a désespérément besoin d'eux."

L'avenir des guérillas est une toute autre histoire. Dans le passé, la communauté internationale n'a consacré que peu de temps

et des fonds limités à des conflits peu médiatisés comme celui de la Sierra Leone. Du fait de ces paramètres, des problèmes comme la «réinsertion» ont été réglés dans un laps de temps commode pour certains mais peu réaliste.

Néanmoins, comme la Bosnie et le Rwanda en ont récemment fait l'expérience, soigner les blessures psychologiques de la guerre nécessite plus de temps que reconstruire un pays. Il en sera de même en Sierra Leone.

«ENFANT TUEUR»

Le père Joseph Berton vit en Sierra Leone depuis 30 ans. Il a échappé de peu à la mort l'an dernier quand il a été emprisonné pendant 20 jours par les guérillas, qui avaient assassiné quatre religieuses. Aujourd'hui, il dirige un foyer qui accueille quelque 160 ►

«Rebelle» malgré lui

UN JOUR SAHR, UN MINEUR sierra-léonais de 29 ans réfugié en Guinée, décide de rentrer dans son pays. Il se met donc en route, avec huit autres personnes. Mais à peine ont-ils franchi la frontière que les voyageurs tombent nez à nez avec des rebelles. Ils capturent Sahr qui s'est caché dans la brousse. Puis ils choisissent au hasard un autre membre du groupe et l'amènent devant un peloton d'exécution. "Mon petit père, ne me tue pas", implore-t-il. "Je ne suis pas ton père" lui répond un des soldats. Et il l'abat. Que faire des autres ? La discussion est animée. "Ou bien on les tue ou bien on s'arrange pour qu'ils soient tués par les Kamajors (milices pro-gouvernementales) ou les soldats guinéens", propose l'un des rebelles. Aussitôt dit, aussitôt fait. Les prisonniers sont ligotés et le mot RUF (Front révolutionnaire uni) est incisé dans leur corps à coups de lames de rasoir. Puis, les rebelles leur rasent le crâne en dessinant une sorte de croix grossière et les frappent avec des machettes.

Huit autres personnes capturées dans la journée subissent le même traitement, et ont également droit au «tatouage» des initiales RUF et d'un autre groupe, l'AFRC (Conseil révolutionnaire des forces armées). Quelques-uns parviennent à prendre la fuite. Les rebelles tuent deux de leurs otages en guise de représailles. Ils abattent également l'un des évadés, qui s'était perdu et était malencontreusement revenu dans les parages.

Sahr réussit finalement à fausser compagnie aux rebelles, mais ses malheurs ne sont pas terminés pour autant. Comme ses tortionnaires l'ont prévu, il est arrêté par des miliciens pro-gouvernementaux qui, le prenant pour un rebelle, le battent pendant toute une nuit à coups de pied et de ceinturon. Puis, se rendant compte de leur méprise, ils le relâchent et le laissent retraverser la frontière guinéenne. Le mineur sierra-léonais, «rebelle» malgré lui, vit maintenant dans un camp de réfugiés. ■

organisations humanitaires comme le HCR, le «banditisme» – y compris les vols et les viols – étant encore très répandu.

Clé des efforts de paix dans le court terme, le désarmement de milliers de combattants, a été mené par à-coups. Au moment de mettre cet article sous presse, plusieurs milliers de combattants étaient sortis de la brousse et avaient déposé leurs armes, mais beaucoup d'autres étaient encore en fuite et certains chefs de guerre appelaient à poursuivre la lutte.

Des rebelles ont dit qu'ils n'avaient pas reçu la somme qu'on leur avait promise s'ils remettaient leurs armes. Beaucoup craignent de subir des représailles une fois qu'ils se seront rendus et n'auront plus le moyen de se défendre.



HCR / C. SHIRLEY

Formation professionnelle dans la ville de Bo, où la population se prépare à reprendre une vie active.

► enfants – des victimes de la guerre et des «enfants tueurs» – dans ce qui était un centre de vacances idyllique du littoral, tout près de Freetown.

Un message menaçant est inscrit sur l'un des bungalows où sont logés les enfants: "Cette maison est couverte du sang des années." Un jeune d'une quinzaine d'années, surnommé «Killer Captain», jette un regard sombre au visiteur, sans rien dire. Il a recon-

nu avoir été un rebelle et avoir tué un nombre indéterminé de personnes. Quand il est arrivé, il était violent, agressif, renfermé.

Une jeune fille de 16 ans, enlevée à l'âge de sept ans, admet avoir utilisé un fusil, mais refuse d'en dire plus.

"En les voyant, je ne peux plus dire que ce sont des enfants", dit le père Berton, qui ajoute que certains de ses protégés quittent le centre pour retourner dans leur village

d'origine – s'ils se souviennent de l'endroit où il se trouve – mais reviennent parce qu'ils n'osent pas affronter le regard des villageois.

Peut-être parce qu'il a vécu bien des situations difficiles, le père Berton demeure optimiste quant à l'avenir de la Sierra Leone. "Je vous le dis, Dieu a fait ces enfants avec des amortisseurs suffisamment solides pour résister aux routes les plus défoncées", indique-t-il, usant d'une métaphore particulièrement

L'insoutenable calvaire de A.

EN 1999, DES COMMANDOS REBELLES s'emparent de certains quartiers de Freetown. C'est le début du cauchemar de A. Conteh.

Un jour, des hommes armés font irruption dans la maison où elle vit avec ses parents et ses deux frères. Ils brutalisent d'abord sa mère. Comme son père les supplie de la relâcher, les rebelles l'abattent à bout portant. Puis ils tuent sa mère "pour qu'elle arrête de pleurer".

Les trois enfants sont témoins de la scène. Les agresseurs décident de les emmener avec eux pour qu'ils portent leur butin. A bout de forces, un des frères de A. s'écroule. Un rebelle l'exécute d'une balle. Le petit frère tente alors de s'échapper pour se réfugier chez des voisins. Il est abattu à son tour.

A. se retrouve seule avec ses bourreaux. Les séances de viol collectif se suivent sans répit de janvier à mars 1999. Il y a «P1», «05»,

«55», «Daramy», et d'autres jeunes voyous tout aussi anonymes et brutaux. D'autres femmes maintenues en captivité subissent le même traitement sous ses yeux. Finalement, A. est relâchée lors d'un échange de prisonniers et évacuée vers la Guinée.

Elle est en vie, mais parviendra-t-elle un jour à oublier l'insoutenable calvaire que lui ont infligé ses tortionnaires ?

imaginée. "Ils peuvent supporter ce qui s'est passé et guérir. Mais cela ne se fera pas du jour au lendemain. Voyez le temps qu'il a fallu à l'Europe pour devenir «civilisée»."

Au centre de Kpayama, dans l'intérieur du pays, 17 anciens enfants soldats reçoivent une éducation de base avant d'être ramenés à leurs familles. La plupart ont tué des civils et sont devenus toxicomanes. La durée du séjour est normalement de six semaines, mais certains restent un an. Il leur faudra pourtant beaucoup plus de temps pour être totalement réinsérés.

Jonathan, 15 ans, a été capturé huit ans plus tôt quand les rebelles ont attaqué son village, tuant son père et sa mère.

"Ils m'ont entraîné. Ils m'ont donné un fusil, dit-il d'une voix monocorde.

– Tu t'es drogué ?

– Oui.

– Tu as tué des civils ?

– Plein.

– Est-ce que tu penses que c'était mal ?

– C'était la guerre. Je n'ai fait qu'obéir aux ordres. Je savais que c'était mal, mais je n'y pouvais rien.

– Que veux-tu faire quand tu partiras d'ici ?

– Je veux retourner dans l'armée. J'ai les connaissances nécessaires."

NOUVELLES APPROCHES

Même si la guerre en Sierra Leone a été, à un moment ou un autre, considérée isolément, le HCR et d'autres organisations humanitaires ont cherché, ces dernières années, à résoudre des crises de cette nature sur une base régionale.

Les fusils qui alimentent les combats en Sierra Leone sont fournis par des marchands d'armes de l'extérieur, et transitent par des pays comme le Libéria qui a lui-même un énorme problème de réfugiés. (Bizarrement, malgré le conflit qui a déchiré la Sierra Leone dans les années 90, quelque 100 000 réfugiés libériens ont préféré tenter leur chance dans ce pays plutôt que d'affronter une autre guerre civile dans leur propre pays).

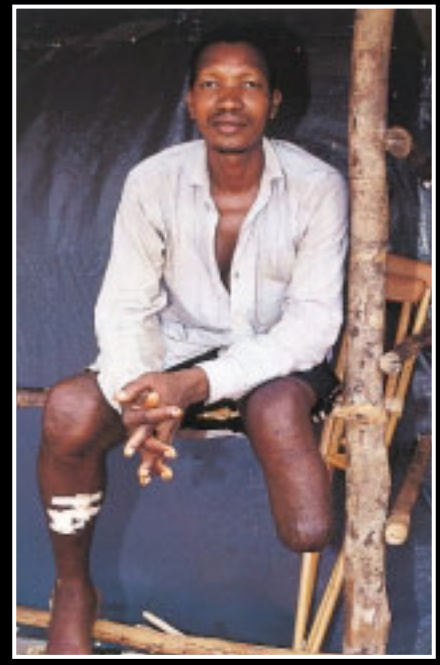
La Guinée est le pays d'Afrique qui accueille le plus grand nombre de réfugiés, avec au total 489 000 réfugiés essentiellement en provenance de la Sierra Leone et de la Guinée.

A plusieurs reprises, la Guinée a fait savoir au monde extérieur qu'elle ne pouvait pas continuer à accueillir autant de réfugiés et voir ses infrastructures s'effondrer.

En 1998, le HCR a restructuré ses opérations sur le terrain, en créant une direction régionale pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest ainsi que des mécanismes néces-



Victimes du conflit



saires pour allouer les ressources humaines et financières de manière plus souple et plus opportune dans toute la région. L'un des buts était également d'éliminer les chevauchements et le gaspillage.

La notion du partage de la charge entre les Etats a commencé à faire son chemin, y compris la mise en place de projets d'assistance aux pays d'accueil comme la Guinée, et aux populations locales.

Afin d'examiner les moyens de combler le fossé entre l'assistance humanitaire d'urgence et le développement à long terme, le HCR, en collaboration avec la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement, a lancé le Processus Brookings, du nom du groupe de réflexion basé à Washington, la Brookings Institution.

Les trois organisations tentent "d'attirer l'attention sur les dimensions régionales des ►

HCR / C. SHIRLEY ET R. WILKINSON

Pas de Sankoh, pas de Sierra Leone

QUAND IL APPREND que les rebelles sont à proximité du village, le chef K. n'hésite pas. Il ordonne aux femmes et aux enfants d'aller se cacher dans la brousse et rassemble 80 hommes armés de vieux fusils déglingués et de quelques cartouches.

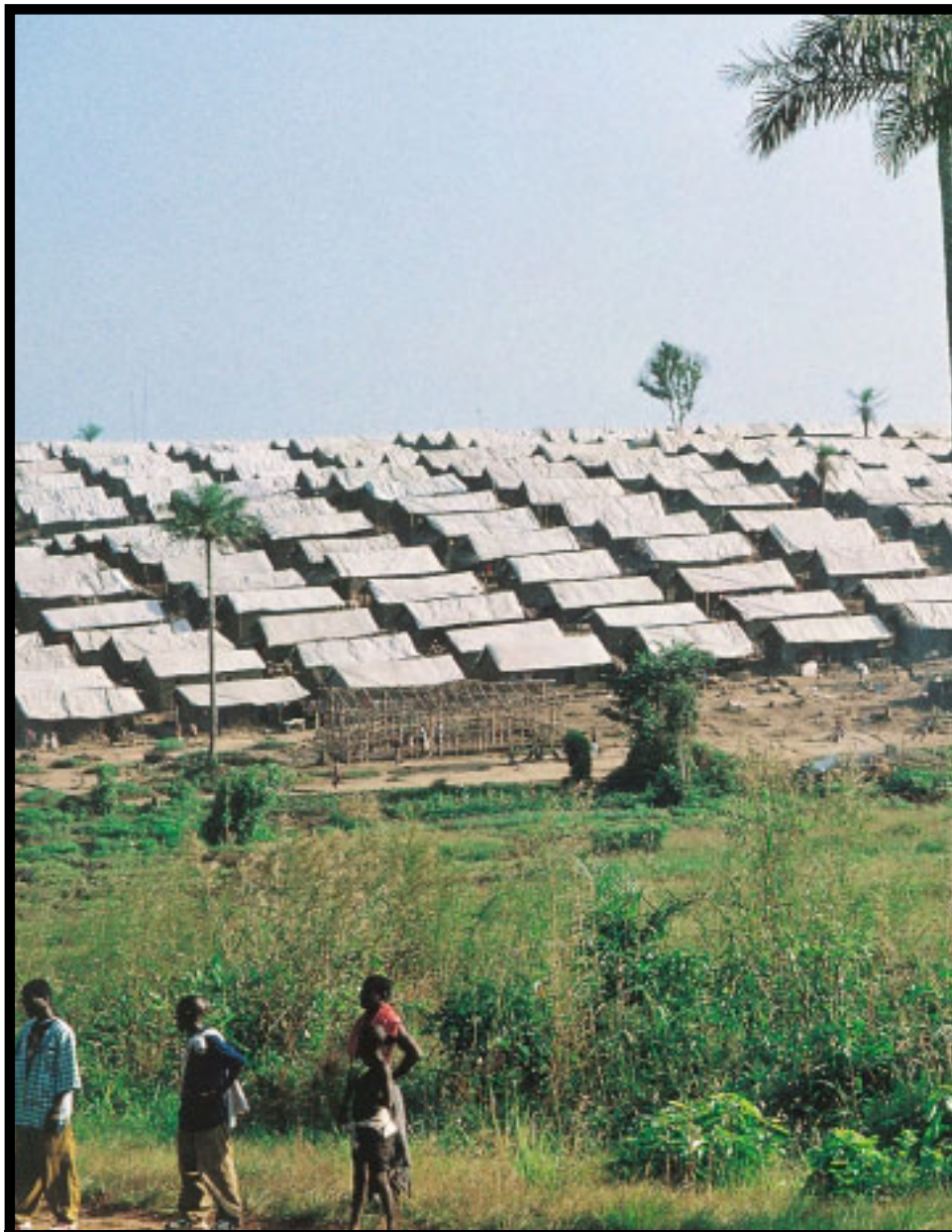
Les assiégés sont vite débordés. Ils battent en retraite dans la brousse et assistent, impuissants, à l'incendie de tout le village. Seule la mosquée est épargnée.

Le lendemain, K. revient sur les lieux pour se rendre compte de l'ampleur des dégâts et découvre parmi les décombres les corps calcinés de deux villageois. Il est alors capturé par les rebelles qui lui taillent les pieds à coups de machette et lui percent l'oreille pour y attacher un cadenas en guise de «boucle d'oreille».

Son supplice n'est pas fini. Il a la vie sauve, sans doute parce qu'il est le fils d'un grand chef. Mais les rebelles décident de l'utiliser comme messenger et de lui donner une lettre adressée au président sierraléonais avec ces quelques mots : Pas de Foday Sankoh pas de Sierra Leone (le chef rebelle était emprisonné).

Ils lui tranchent tous les doigts de la main gauche, sauf le pouce. Cela signifie "Un seul amour, une seule Sierra Leone", expliquent-ils.

L'amputation est une vraie boucherie. La lame est mal aiguisée et les tortionnaires doivent s'y prendre à plusieurs reprises pour venir à bout de leur sinistre besogne. Puis, lui ayant noué une corde autour de la main pour arrêter l'hémorragie, le chef du commando lui ordonne d'aller porter le message. ■



Sierra Leone : ce camp, situé à l'intérieur du pays pour des raisons de sécurité, accueille des milliers de déplacés.

► conflits nationaux en Afrique de l'Ouest et de favoriser le débat sur la question de savoir si les interventions à l'échelle nationale, qui ont généralement la préférence des donateurs, sont appropriées".

A l'issue d'une récente mission d'enquête dans la région, les trois institutions ont déclaré que beaucoup restait à faire et que "l'effort régional ne progressait pas aussi vite que prévu". Les frontières entre la Guinée et le Libéria restent fermées, indique le rapport, les alliances politiques et militaires ne cessent de changer et la situation interne dans certains pays est toujours "incertaine".

La mission a recensé d'autres sujets de préoccupation, dont la nécessité d'associer plus étroitement certains dirigeants politiques et anciens rebelles d'Afrique de l'Ouest aux efforts déployés, et d'améliorer le flux d'informations entre les divers groupes et à l'attention des réfugiés, afin qu'ils puissent décider quand et comment ils retourneront chez eux. Cela permettra aussi de mieux coordonner les nombreux programmes humanitaires déjà engagés.

Les membres de la mission soulignent qu'il faut garantir l'accès aux zones interdites en dehors de Freetown. Les institutions



PIERRE / R. WILKINSON

La main sacrifiée

EN MAI 1998, DES REBELLES attaquent le village de Serekolia et brûlent toutes les habitations. Ils capturent le tailleur du village, Alie K., père de sept enfants, l'enchaînent à un jeune garçon enlevé dans un village voisin et les emmènent dans la brousse. Soudain, «Moustique», le chef de la bande, ordonne à ses hommes d'amputer Alie de sa main gauche. "Ils étaient trois, raconte la victime. Un type me tenait en joue pendant que les deux autres coupaient."

La machette s'abat à quatre reprises. La main n'est plus attachée au poignet que par quelques tendons et lambeaux de chair. Les bourreaux continuent : ils entaillent profondément le poignet droit de leur victime, puis ils le chassent, à coups de fouet, hors du campement.

Ce n'est hélas pas la première fois que de telles atrocités se produisent en Sierra Leone, sans motif apparent. Les rebelles n'ont pas dit pourquoi ils ont sauvagement mutilé le villageois. Mais ils lui ont remis une lettre adressée aux troupes nigérianes favorables au gouvernement civil dans laquelle ils expliquent sans doute pourquoi ils se battent.

Saignant abondamment, sans le moindre pansement, Alie arrache ce qu'il reste de sa main gauche et le jette dans la brousse. "Je ne pouvais pas la tenir et courir en même temps", s'excuse-t-il presque. Par miracle, et au prix d'un effort surhumain, il parvient à rejoindre les siens et à se réfugier en Guinée voisine. Mais il lui faudra attendre d'arriver dans un dispensaire pour que l'on soigne enfin sa blessure, celle d'une main perdue à jamais. ■

concernées doivent consolider les programmes en faveur des réfugiés et élaborer des plans afin que ces réfugiés

puissent être rapatriés rapidement dès que la situation politique le permettra. Ils ont également proposé la création d'activités génératrices de revenus pour les anciens soldats et l'octroi de micro-crédits aux réfugiés.

"Le temps joue un rôle essentiel", indique le rapport de la mission, "et nous devons mettre en œuvre des programmes le plus

"Je ne peux plus dire que ce sont des enfants."

tôt et le plus vite possible, afin de ne pas laisser passer une opportunité décisive."

Mais quels que soient les programmes qui seront mis en place, et le nombre de soldats chargés de maintenir la paix, comme le dit Zaïnab Bangura, "le véritable test viendra quand il n'y aura plus un seul fusil et quand les bandits retourneront dans leurs communautés pour affronter les leurs. Nous ne pouvons qu'espérer et prier". ■

KOSOVO



HCR / H. CAUX

4 Une grenade lancée contre un autobus du HCR a tué deux passagers serbes dans le nord du Kosovo le 2 février dernier. Cet acte de violence interethnique est le plus grave incident depuis que les troupes de la KFOR contrôlent la région. Des affrontements entre les communautés serbe et albanaise ont éclaté à Mitrovica, faisant au moins 11 morts et des dizaines de blessés. Le service d'autobus mis en place par le HCR pour encourager la population à se déplacer à l'intérieur de la province a dû être suspendu. Le Président yougoslave Slobodan Milosevic a dénoncé la mission de l'ONU au Kosovo. De son côté, le Représentant spécial de l'ONU Bernard Kouchner a demandé à la communauté internationale de se mobiliser de toute urgence pour porter assistance à la province.

SIERRA LEONE



HCR / C. SHIRLEY

3 Près de dix ans d'une guerre civile marquée par le martyre de dizaines de milliers de civils mutilés pourraient enfin aboutir à la paix. Un fragile accord de paix entre le gouvernement et les rebelles a été signé en juillet 1999, et l'ONU a envoyé une force de 11 100 hommes dans ce pays dévasté. Des centaines de milliers de personnes déplacées attendent avec impatience le moment du retour. Mais cela ne sera possible que lorsque la majorité des anciens rebelles auront été désarmés.

BURUNDI



HCR / R. WILKINSON

2 En Afrique centrale, la guerre du Burundi a fait plus de 200 000 morts.

Il y a au moins 330 000 réfugiés en Tanzanie voisine et des centaines de milliers de personnes, comme celles que l'on voit ici, ont été déplacées à l'intérieur du pays. Nelson Mandela est l'actuel médiateur du conflit burundais. Des progrès auraient été

enregistrés suite à une série d'entretiens avec les différentes factions, et le gouvernement a accepté de démanteler les «camps de regroupement» où beaucoup de civils ont été rassemblés. Mais les efforts entrepris pour instaurer la paix ont si souvent avorté dans le passé que nul ne peut garantir le succès de la mission de M. Mandela.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



UNDP

1 Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé,

suite à une proposition des Etats-Unis, le déploiement d'une force de 5500 hommes pour surveiller l'évolution du fragile cessez-le-feu en RDC. Cette force

sera constituée de 500 observateurs militaires et de 5000 hommes armés chargés de les protéger. Le conflit du Congo, dans lequel cinq pays voisins se sont laissés entraîner, a été qualifié par certains de première «guerre mondiale» de l'Afrique. «Le moment est venu d'agir» a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, Richard Holbrooke. En effet, cette guerre a déjà fait des dizaines de milliers de réfugiés.

DERNIERS ÉVÉNEMENTS

SERBIE



HCR / A. KAZINIERAKIS

5 Le HCR étend ses opérations pour venir en aide à la plus grande population de réfugiés et de personnes déplacées en Europe.

Au lendemain des conflits en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, il y aurait un demi-million de réfugiés en Serbie auxquels sont venus se rajouter plus de 200 000 Serbes et Roms qui ont fui les troubles au Kosovo ces derniers mois. Le HCR a prévu un budget de 71 millions de dollars pour l'an 2000 afin de porter assistance à cette population déracinée, y compris à ceux qui souhaitent

rester dans le pays. Mais les récents indices d'une meilleure coopération entre les gouvernements régionaux laissent supposer que les réfugiés de longue date, comme ceux que l'on voit sur cette photo, seront cette année plus nombreux à prendre le chemin du retour.

6

AFGHANISTAN



HCR / A. HOLMANN

6 L'affaire du détournement de l'avion de ligne afghan

qui s'est posé à Londres a suscité une vive inquiétude au Royaume-Uni et dans les autres principaux pays d'asile. Selon les autorités britanniques, ce détournement aurait eu pour but de permettre à des opposants et à leurs familles de fuir l'Afghanistan pour demander l'asile dans un

pays ami. Des centaines de milliers de personnes sont déplacées à l'intérieur de l'Afghanistan, comme la femme que l'on voit ici, et 2,6 millions d'autres sont réfugiées dans les pays voisins. Les autorités craignent que ce détournement n'incite d'autres pays en proie à des troubles à en faire autant.

7

HONG KONG



HCR / A. HOLMANN

7 Le gouvernement de Hong Kong a permis aux 1400 boat people vietnamiens

se trouvant encore sur son territoire de s'y installer définitivement. Plus de 200 000 Vietnamiens sont passés par Hong Kong depuis 1975, soit pour être réinstallés dans un pays tiers soit pour retourner dans leur pays. Le dernier groupe de Vietnamiens n'ayant pas trouvé un nouveau pays d'accueil, le Viet Nam a refusé de leur ouvrir ses portes. Un haut fonctionnaire du gouvernement a déclaré "Plus nous les intégrerons rapidement à la communauté de Hong Kong mieux nous nous en porterons".

HÔTES

D'UN PAYS OUBLIÉ

La Guinée est l'un des pays les plus pauvres du monde et pourtant elle accueille plus de réfugiés que n'importe quel autre Etat d'Afrique.

par Corinne Perthuis

QUAND MENSAH KPOGNON ARRIVE dans la ville de Macenta, à la frontière entre la Guinée et le Libéria, en Afrique de l'Ouest, au printemps 1999, sa tâche semble claire et précise. En tant que responsable du HCR dans la zone, il doit boucler l'opération de rapatriement volontaire de 120 000 réfugiés libériens dans la région et fermer le bureau du HCR à Macenta.

Mais c'est tout le contraire qui se passe. Des incidents violents éclatent à nouveau au Libéria et la frontière est fermée. Le programme de rapatriement s'arrête net et Mensah doit faire face à un nouvel afflux de Libériens obligés de fuir.

Presque immédiatement "il a fallu héberger 8000 nouveaux réfugiés libériens dans le camp de transit de Daro, qui avait été initialement prévu pour le rapatriement", raconte-t-il. Au début de l'an 2000, au lieu de fermer le bureau, Mensah et son équipe procèdent au transfert des derniers arrivants 50 km à l'intérieur du territoire guinéen, loin de l'insécurité de la zone frontalière.

Le soudain revirement de situation auquel l'équipe du HCR a dû faire face à Macenta illustre on ne peut mieux le défi à relever dans cette région, l'un des plus complexes jamais rencontrés.

La Guinée se trouve au cœur d'une région parmi les plus instables d'Afrique. Deux de ses voisins, la Sierra Leone et le Libéria, ont été dévastés par des années de guerre, et des

centaines de milliers de civils ont déferlé dans les pays limitrophes, en quête de sécurité.

Bien qu'étant l'un des pays les plus pauvres du monde, la Guinée a accueilli la majorité de ces civils. Avec une population de quelque 489 000 réfugiés, pour la plupart sierra-léonais ou libériens, c'est le pays d'Afrique qui accueille le plus grand nombre de réfugiés. "C'est un lourd fardeau pour ce pays très pauvre et qui est oublié" explique Christine Mougne, déléguée adjointe du bureau du HCR à Conakry, qui précise que le nombre de réfugiés dont il faut s'occuper est loin d'être le seul casse-tête auquel sont confrontés le gouvernement de Conakry, le HCR et d'autres organisations humanitaires présentes dans la région.

Pour avoir ouvert ses portes à tant de personnes déracinées en dépit de sa grande pauvreté, Conakry mériterait certainement que la communauté internationale lui tende une main plus chaleureuse, mais voilà ce n'est pas une opération très médiatique. Résultat : malgré l'ampleur du phénomène, les donateurs sont plutôt frileux.

LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE

Comme le dit Christine Mougne, "très peu de gens s'intéressent à ce qui se passe ici. Nous avons du mal à financer nos programmes et nous devons constamment réviser nos besoins à la baisse".

La Guinée et ses sept millions d'habitants commencent à se poser des questions. La présence d'un si grand nombre de réfugiés, dont certains sont là

depuis des années, a grandement absorbé les ressources déjà limitées de la Guinée, entraînant la dégradation de l'environnement dans plusieurs régions et mis en danger la sécurité même du pays. En outre, ils insistent sur le fait que le peu d'aide reçu de la communauté internationale va directement à ses «invités» au lieu d'être partagé équitablement avec la population locale qui en a tout autant besoin.

Le problème des réfugiés en Guinée est l'un des plus complexes au monde.



Les réfugiés fabriquent des briques en terre pour la construction d'une école à Forecariah.



HCR / R. WILKINSON

HCR / B. NEELEMAN



Point d'eau dans un camp près de Guéckédou qui abrite des réfugiés sierra-léonais.

“Il faut que l'aide soit mieux répartie et qu'elle profite à la fois aux réfugiés et à la population locale” a rappelé lors d'une récente interview le ministre de l'Intérieur Zaïnoul Sanooussi, responsable des questions de réfugiés.

Les changements politiques et militaires dans les pays voisins, leur fréquence, le fait qu'ils génèrent des réfugiés, la complexité des besoins propres à chaque groupe, tout cela fait qu'une planification de l'aide humanitaire à long terme est non seulement extrêmement difficile mais quelquefois impossible.

“Ainsi, à cet instant précis, poursuit Christine Mougne, nous continuons à fournir une aide soutenue aux victimes de mutilation (de la Sierra Leone), aux femmes et aux enfants vulnérables, nous interrompons l'assistance à ceux qui sont arrivés depuis plus de deux ans, et nous accueillons de nouveaux réfugiés notamment à l'ouest et au sud-est du pays.”

Tandis que le désarmement des anciens rebelles se poursuit en Sierra Leone, le bureau du HCR doit préparer le retour de 370 000 réfugiés sierra-léonais, tout en continuant à rechercher de précieux financements qui permettront d'achever le déplacement des camps situés près de la frontière vers des régions plus sûres, à l'intérieur du pays.

“Evidemment, ces nouveaux déplacements fragilisent les réfugiés qui doivent re-

commencer une nouvelle vie dans un nouveau camp, alors qu'ils devront peut-être en partir pour retourner chez eux dans quelque mois, ajoute-t-elle. Mais nous devons assurer leur sécurité coûte que coûte.”

La région est tellement instable que même lorsque le HCR est en pleine opération de rapatriement, il peut subitement, comme dans

le cas rapporté par Mensah Kpognon, être obligé de changer ses plans pour faire face à de nouvelles vagues de réfugiés.

AU CŒUR D'UNE ZONE DE REFUGE

Au carrefour de la Guinée, de la Sierra Leone et du Libéria, cette région appelée Guinée forestière n'a cessé au cours des dix dernières années de voir arriver et repartir des centaines de milliers

de réfugiés. Le long de la route nationale qui longe la frontière, on ne distingue plus les villages guinéens des camps de réfugiés. Les civils libériens, pour échapper à la guerre qui ravage leur pays, sont arrivés les premiers, suivis peu après par les Sierra-Léonais, qui eux aussi fuyaient les atrocités commises chez eux.

Les réfugiés arrivés il y a plusieurs années sont facilement repérables. Ils ont eu le temps de bâtir de solides maisons en terre. Un peu plus loin, toujours le long de cette même route, de grandes tentes blanches abritent des réfugiés arrivés plus récemment. D'autres en-

La fréquence des changements politiques et militaires rend quelquefois impossible une planification à long terme.



HCR / C. SCHURPF

Stock de vivres dans la région de Forecariah, en Guinée.

core se sont déjà fondus dans la population des villes et vivent dans des centres urbains comme Conakry, où ils acceptent des emplois subalternes.

Bien qu'un accord de paix ait été signé entre le gouvernement et les rebelles en juillet 1999 (voir article principal), les réfugiés hésitent à retourner dans leur pays tant que les factions ne sont pas désarmées.

Certains réfugiés ont pu trouver une petite compensation à leur malheur. Victime des rebelles, Redempta, 17 ans, a réussi à échapper à ses tortionnaires. Elle est arrivée en Guinée

après un mois de marche dans la forêt. Elle dit que dans ce camp elle a eu la chance de pouvoir continuer l'école : "Dans mon village, j'aurais sûrement dû rester à la maison pour aider ma mère. En plus, ici, les cours de français sont obligatoires et j'aimerais vraiment très bien parler cette langue avant de rentrer chez moi."

Pour Jim, la situation est moins rose. Son parcours est plus douloureux. Des enfants jouent au volley-ball ou au baby-foot, mais lui se cache dans une case, à l'écart du centre de loisirs du camp de Sanadou 3. Il est là, avec cinq autres adolescents. Ils n'ont pas plus de 14

ans. Comme lui, ce sont d'anciens enfants-soldats, responsables de la terreur meurtrière qui règne dans cette partie de l'Afrique.

"Les rebelles m'ont forcé à faire de vilaines choses, à tuer des Kamajors, nos ennemis. Si je ne le faisais pas, ils me tuaient. J'ai vu certains de mes camarades se faire tuer. Pour tenir, on nous donnait du valium, de la marijuana ou de la poudre de fusil."

Des proches des victimes de Jim peuvent se trouver dans le même camp que lui. S'ils le reconnaissent comme l'un des meurtriers, il risque d'être lynché sur le champ, ses amis aussi.

"Ils peuvent devenir très violents ou au contraire rester prostrés des heures entières, témoigne Michael Ngaojia, chargé de leur encadrement. Nous espérons retrouver la trace de leurs familles mais la plupart ne se souviennent même plus du visage de leur mère. Et puis tellement de parents ont été tués !"

Au moment de la rédaction de cet article, le Libéria venait d'accepter de rouvrir sa frontière avec la Guinée. Ces derniers développements et l'accord de paix en Sierra Leone donnent une lueur d'espoir aux réfugiés... et aux Guinéens qui ont fait preuve d'une remarquable patience vis-à-vis de leurs hôtes.

"Nous les avons accueillis parce qu'ils sont nos frères, notre famille, confie le sous-préfet de la région de Guéckédou. C'est parce qu'ils nous sont si proches, parce que nous avons beaucoup en commun que nous leur souhaitons d'être heureux. Et pour eux le bonheur c'est de vivre chez eux. Cela fait déjà trop longtemps qu'ils sont ici." ■



HCR / C. SHIRLEY

Des employés du HCR s'entretiennent avec des réfugiés près de Forecariah.

OÙ SUIS-JE ?

Au pays des fjords et du soleil de minuit, un refuge insolite au bout du monde.



Un couple de Kosovars devant leur nouvelle maison.

par Ray Wilkinson

QUAND NGUYEN VAN HO DÉBARQUE dans sa nouvelle patrie d'adoption, après avoir fui le Sud Viet Nam en 1979, il se demande, face au paysage de laves, de glaciers, de volcans qui l'entoure et où pas un arbre ne pousse, s'il n'a pas atterri sur la Lune. Vingt ans plus tard, fuyant le conflit des Balkans, Zdravko Vranies, 37 ans, a la même réaction. "Est-ce que je suis sur la planète Mars ?" Ces deux réfugiés avaient accepté sans trop d'enthousiasme, la proposition de s'installer en Islande, pays de fjords et de montagnes, beau mais rébarbatif, coincé entre l'Europe du Nord, le Canada et le pôle Nord. Nguyen Van Ho n'en avait encore jamais entendu parler lorsqu'une délégation en visite dans le camp de Malaisie où il se trouvait lui demanda s'il souhaitait refaire sa vie en Islande. Vranies, lui, voulait aller en Suisse ou en Allemagne, mais cela s'avère impossible et, en

Une destination d'asile peu commune et peu connue.

juin 1998, il prend l'avion avec sa femme et ses deux filles pour Reykjavick, la capitale islandaise.

L'Islande est l'un des pays d'asile les plus insolites et les moins connus au monde. La majorité des réfugiés, à l'instar de Nguyen, en ignorent jusqu'au nom, et même le personnel humanitaire semble incrédule : "En Islande ? Des réfugiés ? Vous plaisantez !"

Pourtant, depuis la révolution de 1956 en Hongrie, l'Islande accueille régulièrement de petits groupes de personnes déracinées. En 1979, 34 *boat people* qui avaient fui le Sud Viet Nam, dont Nguyen Van Ho, sont venus y refaire leur vie. Ils sont rejoints dix ans après par un autre groupe de Vietnamiens, du nord cette fois, réfugiés à Hong Kong.

Dans les années 80, alors que le bloc communiste commence à s'effondrer en Europe centrale, l'Islande accueille des réfugiés po-

lonais, puis, en 1996, des groupes de Serbes, surtout des couples mixtes, originaires de la région de Krajina en Croatie, chassés de chez eux par la guerre de 1995. Cette année, près de 80 réfugiés du Kosovo ont été admis en Islande.

LA GÉNÉROSITÉ EST AU RENDEZ-VOUS

Ces chiffres peuvent paraître dérisoires, mais la population islandaise n'est que de 275 000 habitants, et proportionnellement, per capita, le nombre de Kosovars acceptés cette année équivaldrait à accueillir chaque année plus de 70 000 réfugiés aux Etats-Unis ou environ 15 000 au Royaume-Uni. L'impact socio-culturel d'un tel afflux, tant sur les réfugiés que sur les autochtones très homogènes, est plus prononcé que dans d'autres pays.

Selon le ministre des Affaires sociales, Pall Petursson, le gouvernement devrait continuer d'accepter des réfugiés dans les années à venir. "Nous avons le devoir d'inviter chez

HCE / R. WILKINSON



Nguyen Van Ho est arrivé en Islande en 1979. Il est ici en compagnie de collègues, à Reykjavik, la capitale.

nous des réfugiés, a-t-il déclaré récemment à RÉFUGIÉS, et nous tenons à faire un travail de premier ordre pour leur accueil et leur intégration”, a-t-il ajouté avec une pointe de fierté que l’on retrouve chez la plupart des Islandais.

L’attitude de l’Islande à l’égard de ses nouveaux arrivants n’est pas seulement «de premier ordre», elle relève presque de la catégorie «grand luxe», comparée à celle d’autres régions du monde. Beaucoup de pays européens, par exemple, ont accepté d’accueillir des Kosovars uniquement à titre temporaire. Presque partout, des barrières juridiques et physiques se dressent face aux réfugiés.

“Dès lors qu’ils arrivent en Islande, ils peuvent y rester toute leur vie”, affirme le ministre Petursson. Les réfugiés bénéficient de soins médicaux gratuits, reçoivent une généreuse aide financière et un petit logement meublé avec le soutien de la communauté et de la Croix-Rouge islandaise. Rien ne manque : lits, congélateur et jouets pour en-

fants. Chaque réfugié suit pendant un an des cours de langue islandaise, et l’on encourage les enfants à continuer d’étudier leur langue



Nouvelle vie, nouveau travail pour «Halldor Nguyen».

HCE / R. WILKINSON

et leur culture d’origine. Des «familles d’accueil» locales aident les réfugiés dans leurs activités quotidiennes : cours, services religieux ou recherche d’un emploi.

Au bout de cinq ans, les réfugiés peuvent demander la nationalité islandaise. Curieusement, ils doivent alors prendre un nom islandais : Nguyen Van Ho, qui travaille comme mécanicien pour le conseil régional de Reykjavik, s’appelle officiellement Halldor Nguyen.

PREMIÈRES SURPRISES

Le choc culturel a lieu au moment de la rencontre entre réfugiés et Islandais. Un représentant officiel se souvient des premiers contacts : “J’ai montré à un homme une carte de l’Islande, au beau milieu de la mer. Il s’inquiétait de connaître le nom du pays le plus proche – à l’est ou à l’ouest. Un autre homme se rappelait qu’en Islande les gens vivent dans des igloos.”

Vessel Veselaj, sa femme et leurs cinq en-

fants, chassés du Kosovo à bord d'un «train de réfugiés» début 1999, commençaient à trouver le temps triste et long dans un camp en Macédoine lorsqu'une délégation de la Croix-Rouge islandaise est venue les trouver. Vessel hésitait à partir dans un endroit dont il n'avait jamais entendu parler, mais un ami

vivre. Ils aiment l'école. Bien qu'étant musulmans, nous nous rendons parfois à l'église. Aucun problème. Il n'y a qu'un seul Dieu.»

Sur le plan culinaire, la société islandaise, extrêmement insulaire, réserve parfois à ses «hôtes étrangers» certaines surprises. Il y a encore quelques années, elle leur proposait des délicatesses comme le requin pourri et la tête de mouton.

DÉCOUVERTES CULTURELLES

A présent, grâce en partie à l'afflux de réfugiés et à une conjoncture économique florissante, le pays s'éveille aux cultures du monde. Jusqu'à une date récente on ne trouvait aucun restaurant étranger en Islande. Aujourd'hui Reykjavik compte à elle seule une dizaine d'éta-

blissements sino-vietnamiens ouverts par des réfugiés. «Nous découvrons des cuisines dont nous ignorions l'existence il y a dix ans, constate le ministre Pall Petursson. Ils nous ont aidés à changer nos habitudes alimentaires.»

Un exilé serbe a consacré deux ans à l'élaboration d'un dictionnaire serbo-islandais qui doit être publié prochainement.

Mais il y a quand même quelques problèmes dans ce paradis nordique. Les Vietnamiens du Sud et ceux du Nord, ennemis pendant la guerre d'Indochine, se méfient encore les uns des autres. Des réfugiés serbes

arrivés au milieu des années 90 ont été «surpris et blessés» quand l'Islande a accueilli des Kosovars.

La Croix-Rouge a organisé des réunions de crise afin d'apaiser les craintes qu'avaient les Serbes d'avoir été «trahis» par leur pays d'adoption. «Après tout l'Islande est membre de l'OTAN et l'OTAN bombardait le Kosovo, faisait observer un représentant de la Croix-Rouge. Ce fut une période très inconfortable pour les Serbes.»

Les autorités islandaises n'ont pas voulu prendre de risque et ont

veillé à ce que la plupart des Kosovars soient hébergés loin des Serbes. Comme le reconnaît à présent le ministre Pall Petursson, «cette situation nous préoccupait. Mais il ne s'est rien produit. Cela passera».

Certains Islandais et réfugiés craignent que si le boom économique prend fin et que les emplois se raréfient, l'Islande ne devienne moins accueillante qu'aujourd'hui.

Seul l'avenir le dira, mais dans l'immédiat Ismete Krasniqi, 42 ans, ses quatre filles et son petit garçon sont aux prises avec le même dilemme que nombre de réfugiés de la planète. Quand les forces de sécurité serbes attaquent son village au Kosovo au début de 1999, la mère et ses enfants sont séparés du père. Elle se réfugie en Macédoine puis en Islande, tandis que son mari prend le maquis. Pendant longtemps ils l'ont cru mort.

«Ma vie a recommencé en Islande», confie Mme Krasniqi dans sa coquette maison des environs de Dalvik. Ses enfants vont à l'école et elle souhaiterait rester. Mais son mari, que l'on vient de retrouver, ne veut pas quitter le Kosovo.

«Je ne veux pas retourner là-bas», déclare tranquillement Mme Krasniqi.

C'est Sadete, sa fille de 14 ans, qui aura le dernier mot : «Nous avons envie de vivre ici, mais je tiens plus à mon père qu'à l'Islande.» ■



HCR / R. WILKINSON

Le Parlement, au centre ville de Reykjavik.

fait des recherches sur Internet et lui dit : «Tu es fou ? L'Islande, c'est le paradis par rapport à ici !» Le lendemain, Vessel et sa famille attendent de pied ferme l'équipe de la Croix-Rouge. Leur choix est fait.

Ils atterrissent dans une ville du nord du pays, Dalvik, un lieu que beaucoup considèrent comme le bout du monde. De lugubres collines, perpétuelle menace d'avalanches, se dressent au-dessus des maisons aux couleurs vives qui abritent 2300 âmes. Des bateaux de pêche mouillent dans le port. Un fjord sans fond ouvre sur la haute mer. L'escale la plus proche se trouve au pôle Nord. Des bourrasques de pluie et des vents violents cinglent la région. En été, la lumière du jour est quasi-permanente, puis vient l'hiver crépusculaire.

Certains réfugiés ont du mal à s'adapter à ce climat hostile. L'un d'eux, en train de réparer un toit, se trouve soudainement projeté dans la mer. Il a heureusement survécu.

Vessel Veselaj ne semble pas découragé et devise tranquillement dans sa maisonnette bleue, avec trois chambres, à l'orée de Dalvik. «Les Islandais sont des gens joyeux, même en l'absence de soleil. Pourquoi ne le serions-nous pas, nous aussi ? Au Kosovo nos enfants étaient nerveux, indisciplinés. Ils n'allaient pas à l'école pendant des mois. Même ici, quand ils voient un uniforme ils demandent «Est-ce que ces policiers vont tuer quelqu'un ?» Mais ils ont retrouvé leur joie de

Le choc culturel a lieu dès le premier contact.



Une église de la capitale islandaise.

HCR / R. WILKINSON



HCR / M. KOBAYASHI

Retour à Dili.

LE PLUS DUR N'EST PAS DE REVENIR..

Il faut aussi être accepté.

par Paul Stromberg

ASSIS DEVANT UN BUREAU D'ÉCOLIER au siège de la nouvelle police civile de Dili, Alberto attend patiemment d'interroger un membre présumé des milices. Ce n'est pas la première fois qu'un tel cas survient depuis le retour de dizaines de milliers d'Est-Timorais après leur exode forcé au lendemain du vote pour l'indépendance du Timor oriental en 1999. «Reconnu» comme l'un des miliciens qui avaient semé la terreur dans Dili, Luis Suares, le suspect, a été passé à tabac avant que la police ne puisse intervenir.

On a fait appel à Alberto, assistant à la protection au HCR, pour tenter de découvrir la vérité et prendre les dispositions nécessaires. Mais quand Alberto a vu Suares arriver, son visage s'est éclairé. «Ce ne sera pas long, a-t-il dit, je connais cet homme. Il ne faisait pas partie des milices.»

Suares a raconté les faits : il venait à peine de revenir chez lui, avec son père et sa sœur,

lorsque quatre hommes ont frappé à sa porte. Refusant le café qu'il leur offrait, ils l'ont roué de coups sous prétexte que ses cousins avaient été des miliciens et étaient probablement responsables de bon nombre des crimes commis à Dili, la capitale du Timor oriental.

Ses dires confirmés, Alberto a dû entreprendre une autre tâche, bien plus ardue : réintégrer le suspect innocenté au sein d'une société profondément traumatisée et jouer le rôle de médiateur impartial entre le rapatrié et une communauté extrêmement méfiante.

Si l'exode massif, les massacres et les destructions, puis le retour des réfugiés ont retenu l'attention du monde entier, cette tâche laborieuse, coûteuse et peu médiatique passe quant à elle presque inaperçue. Elle est pourtant au cœur du mandat de l'organisation, qui a pour mission d'assurer une protection juridique et physique aux personnes vulnérables. Au Timor, le HCR est intervenu dans des dizaines de cas similaires.

PAS DE DANGER

Pour commencer, Alberto doit convaincre les membres de la force de police mandatée par l'ONU, communément appelée Civpol,



Il faut reconstruire le Timor oriental.
Ici, du matériel fourni par le HCR.

que Luis Suares ne constitue pas un danger pour la communauté. Ensuite, il doit demander au responsable de la zone où vit Suares et à un représentant de l'administration locale naissante du territoire, ou CNRT – son acronyme portugais – de l'aider à réintégrer ce rapatrié ainsi que des membres reconnus ou présumés des anciennes milices.

“De plus en plus d'anciens miliciens répondent aux appels de dirigeants comme Xanana Gusmao et reviennent au Timor oriental”, indique Cristina Planas, responsable au HCR de la protection à Dili. Mais ils se retrouvent dans un environnement difficile qui risque de devenir hostile.

Le système judiciaire national du Timor oriental est encore à l'état embryonnaire et le territoire n'a pas les moyens de mener des enquêtes, d'incarcérer ou de poursuivre les présumés assassins et criminels. Traumatisée par un drame encore récent, la population éprouve un profond ressentiment.

“Un jour, un homme que des villageois pensent avoir vu mettre le feu à leurs maisons, descend d'un camion avec d'autres rapatriés, dit Cristina Planas. On peut comprendre leur réaction, mais en ce moment, coupables ou non, la majorité d'entre eux n'ont pas d'autre choix que de réintégrer leur village d'origine.”

Trouver un équilibre entre tous ces problèmes et ces émotions adverses, tel est le dilemme auquel se heurtent les responsables locaux et les employés du HCR chargés de la protection. “Nous devons arriver à faire en sorte que le retour des habitants se passe sans problème et que les droits des rapatriés soient respectés, précise Cristina Planas, sans oublier la colère réprimée de nombreux civils.”

Le cas de Suares montre combien il est dangereux de tirer des conclusions hâtives, soulignent ces responsables de la protection lors de réunions dans des salles communautaires à Dili et ailleurs. Il ne doit pas y avoir de vengeance populaire. Il faut tenter d'obtenir



Un employé du HCR entretient des médiateurs pour la réintégration d'un rapatrié.

des voisins l'assurance que le rapatrié sera protégé. C'est ce qu'Alberto fera pour Luis. Avec une infinie patience.

PROTÉGER LES GENS

“Nous prêchons la patience, explique l'avocat Antonio Gonçalves. Nous expliquons clairement que nous protégeons les gens, pas les crimes.” Gonçalves est un conciliateur inattendu. Empisonné par les autorités

de parler aux anciens voisins, leur demander leur avis au sujet de l'éventuel retour d'une personne donnée et voir jusqu'à quel point ils y sont opposés. Ces rencontres offrent aux Timorais la possibilité de faire part de leur inquiétude face au retour des anciens miliciens.

Certaines réunions attirent des centaines de gens, mais toutes se déroulent en général calmement. Récemment, un responsable local a déclaré que la communauté internationale devait protéger tous les Timorais, dont une personne qui n'avait pas été autorisée à revenir dans cette zone après son rapatriement. Le responsable de la zone, George Claudio, ajoute qu'en s'opposant au retour du suspect, les habitants se mettent au même niveau que les miliciens.

La réunion s'est achevée sans qu'un accord ait été conclu. Les responsables locaux et ceux du HCR feront une nouvelle tentative dans quelques jours, mais ils ont déjà commencé à chercher une autre zone susceptible d'accepter l'indésirable.

Entre-temps, Luis Suares est revenu chez lui.

Il est assis sous le porche de sa maison, entouré des dirigeants locaux et des voisins. Alberto explique le but de la rencontre. Chacun a droit à la parole. Finalement, tout le monde est d'accord : le retour de Luis est accepté. ■

Jouer le rôle de médiateur entre le rapatrié et une communauté méfiante...

indonésienne en 1986 parce qu'il militait pour l'indépendance, il a pu achever ses études en exil avant de se joindre en 1997 à l'équipe des avocats de Xanana Gusmao, alors incarcéré. Il est rentré au Timor fin décembre.

“Protéger des gens que d'autres peuvent considérer comme des criminels n'a rien de bizarre”, a-t-il déclaré peu après avoir demandé à des Australiens des forces de maintien de la paix d'intervenir en faveur de trois rapatriés «suspects» de son quartier. “Il est normal de travailler à la réintégration de tous les Timorais de l'Est pour reconstruire le Timor.”

Cela signifie qu'il faut prendre le temps

...une tâche laborieuse, coûteuse et peu médiatique... pourtant au cœur du mandat du HCR.



Un enjeu trop important

Une équipe indépendante évalue l'action du HCR lors de la crise du Kosovo.

EN 1999, LA GUERRE ÉCLATE AU KOSOVO. En l'espace de 11 semaines, près d'un million de civils terrorisés fuient la province. Trois mois plus tard, dans un spectaculaire renversement de situation, ils regagnent leur pays. Exode et retour. Jamais auparavant le HCR n'a été confronté à un mouvement d'une telle ampleur dans un laps de temps aussi court. Jamais depuis sa création, il y a de cela 50 ans, le HCR ne s'est trouvé face à une urgence aussi complexe. Mais la dimension humanitaire de la crise cède vite la place à des considérations politico-militaires et jette sous les feux de la rampe les grandes puissances, les organisations régionales et une OTAN bien décidée à réussir le premier engagement militaire de son histoire.

Le HCR vient de rendre publiques les conclusions d'une évaluation indépendante mandatée par ses soins afin de tirer les enseignements de cette crise qui ne ressemble à nulle autre. Le document de 141 pages confirme certaines critiques – lenteur de la réponse face à une crise empirant, insuffisances des stocks sur le terrain, déploiement tardif de personnel chevronné. Mais il tient également compte du contexte tout à fait particulier de l'époque pour conclure que "le HCR n'avait aucune prise sur une grande partie des facteurs qui ont entravé son action", et que les critiques avaient négligé ou sous-estimé l'incidence de ce handicap sur la coordination avec les autres agences, la protection et l'enregistrement des réfugiés et l'assistance elle-même. Au fond, déclarent les auteurs du rapport, les grandes puissances ont estimé que le sort des réfugiés kosovars était

un enjeu géopolitique trop important pour être confié exclusivement au HCR.

Le HCR a accepté la plupart des conclusions de l'étude et a fait savoir qu'il examine déjà des solutions pour renforcer sa planification stratégique, ses capacités de leadership et ses dispositifs de réponse rapide lors de crises humanitaires majeures.

Le HCR a toutefois fait remarquer qu'il a fourni une aide vitale à des centaines de milliers de Kosovars avant le déclenchement des frappes aériennes de l'OTAN, ainsi qu'après le retour des réfugiés au Kosovo (le rapport d'évaluation ne couvre que la période des hostilités), que cette aide a continué pendant les bombardements, et que le taux de mortalité enregistré a été plus bas que dans d'autres situations d'urgence tout aussi intenses.

Les réponses aux ques-

tions suivantes proviennent du rapport d'évaluation et de commentaires du HCR suite à sa parution.

Pourquoi replacer l'action du HCR dans le contexte de la crise ?

- Du point de vue strictement politique, cette crise a été une sorte de première dans les relations internationales : elle mettait en jeu à la fois les intérêts des grandes puissances, la



Albanie, avril 1999 : distribution de conserves pour des réfugiés arrivant à Kukës.

crédibilité d'organisations régionales fortes, et la réussite d'un engagement militaire en Europe. Dans ce contexte, la question des déplacements de population est devenue un élément important de la diplomatie de guerre, de sorte que le HCR n'a eu aucune prise sur la plupart des facteurs qui entravaient son action.

Quelles ont été les conséquences de la politisation de l'urgence humanitaire ?

- Des aides financières considérables ont afflué dans la région, mais très peu par l'entremise du HCR. La concertation n'était pas au rendez-vous. A titre d'exemple, les six principaux donateurs de l'Union européenne ont versé 279 millions de dollars pour l'aide humanitaire dont seulement 3,5 % sont allés directement au HCR.

L'agence renforce sa planification stratégique et ses capacités de leadership.



Macédoine, avril 1999 : camp de réfugiés de Stankovec 2.



HCR / R. CHALASANI

humaines et financières restreintes, une récente restructuration, et une sous-estimation des besoins requis par une urgence de ce genre.

Le HCR aurait-il dû prévoir, avant la crise, un «scénario du pire» ?

• Il n'avait prévu ni l'ampleur ni la soudaineté de l'exode et nul ne peut raisonnablement lui en faire grief. Du reste, aucune organisation humanitaire n'a prétendu par la suite avoir prévu ce qui allait se passer.

Le HCR a-t-il respecté ses propres normes en matière d'assistance ?

• Le stock d'aide humanitaire du HCR a été inférieur à ce qui avait été prévu au départ, c'est-à-dire pour 250 000 personnes. Par ailleurs, il n'a pas décidé assez vite de dépêcher sur place des équipes d'intervention d'urgence. Il n'empêche que les réfugiés ont dans l'ensemble bénéficié de secours adéquats, que le taux de mortalité enregistré au plus fort de la crise a été très inférieur aux seuils généralement admis dans les situations d'urgence, et qu'aucune épidémie grave n'est survenue.

Comment le HCR peut-il améliorer son action ?

• Il pourrait renforcer ses capacités de ravitaillement pour se conformer aux normes en vigueur, mobiliser ses propres ressources pour encourager les autres acteurs à faire de même et mieux coordonner ses activités ou bien les déléguer à d'autres acteurs tels que le Programme alimentaire mondial. Le HCR devrait aussi conclure des accords prévisionnels et autres ententes de «services» avec les gouvernements et les autres organisations.

Que s'est-il passé avec le déploiement d'effectifs ?

• Dans l'ensemble, il a été défaillant : les administrateurs n'ont pas été envoyés sur place assez rapidement et en nombre suffisant, et certains postes clés n'ont pas été pourvus. Le HCR n'avait pas assez de hauts fonctionnaires pour mener l'action diplomatique requise.

Le HCR a-t-il rempli sa mission de coordination ?

• Le HCR n'a pas déployé assez de personnel pour assurer pleinement son rôle de coordination. D'un autre côté, du fait de la prépon-

dérance des initiatives bilatérales et de la multiplication des acteurs, la coordination à l'échelle du système est devenue un exercice ardu. Le HCR, organisation chef de file, tolérée plutôt que formellement désignée, n'a pu coordonner que les ONG et institutions gouvernementales qui voulaient bien l'être – or, il y en avait environ 250 !

Et a-t-il rempli son rôle de protection ?

• Le HCR a déployé des efforts considérables pour assurer une protection internationale dans un contexte difficile. Au moment de l'exode massif des Kosovars, les principaux pays donateurs ont imposé une logique davantage guidée par les nécessités de l'engagement militaire de l'OTAN que par les normes universelles en matière de protection. Certains grands bailleurs de fonds ont par la suite reproché au HCR d'avoir négligé le risque de déstabilisation de la Macédoine. A l'inverse, des associations de défense des droits de l'homme l'ont accusé de n'avoir pas suffisamment défendu la cause des réfugiés auprès du gouvernement macédonien. Le HCR a agi du mieux que les circonstances le lui ont permis.

Quels ont été les résultats du HCR en ce qui concerne l'enregistrement des réfugiés ?

• Il fallait enregistrer les réfugiés, mais pour d'autres raisons que lors des opérations humanitaires habituelles : il fallait avant tout réunir les familles et s'occuper des cas de refus de nationalité plutôt que de distribuer de l'aide, d'où les exigences irréalistes des donateurs, qui auraient voulu que le HCR enregistre tous les réfugiés en l'espace de onze semaines. Le HCR doit cependant réviser ses modalités d'enregistrement. Les nouveaux outils technologiques utilisés au Kosovo pourraient permettre d'améliorer l'action de protection du HCR.



HCR / H.J. DAVIES

Centre d'accueil de l'OTAN pour les réfugiés arrivant en Macédoine.

Pourquoi le HCR a-t-il travaillé avec les militaires au Kosovo ?

• La coopération avec les militaires semble a priori exclue compte tenu du statut d'organisation humanitaire apolitique qui est celui du HCR. Mais elle a été largement approuvée dans le cas du Kosovo car il s'agissait de sauver des vies humaines. Elle a également été très bien acceptée quand l'armée a appuyé les opérations de maintien de la paix autorisées par l'ONU. ■

Des dissensions sont apparues entre le HCR et les autres acteurs. Lesquelles ?

• La plus importante à nos yeux concerne le droit de premier asile en Macédoine. Le HCR a vigoureusement défendu le droit inconditionnel au premier asile (le droit de demander l'asile dans le premier pays d'arrivée). Mais pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni, en particulier, la présence massive de réfugiés risquait de déstabiliser le pays et de monter les autorités macédoniennes contre la campagne militaire de l'OTAN.

Le HCR a-t-il rempli sa mission au Kosovo ?

• La donne politique a considérablement réduit la marge de manœuvre du HCR face à une crise humanitaire d'une complexité redoutable. L'écart persistant entre les attentes et la réalité sur le terrain a donné des arguments à tous ceux pour qui le HCR n'avait pas atteint ses objectifs.

Quelles ont été les contraintes internes et extérieures du HCR ?

• D'abord, la défection des donateurs, qui ont préféré financer des programmes d'aide bilatéraux, mais aussi le brouillage des frontières entre mission humanitaire et opération politico-militaire, le rôle accru de l'OTAN dans le secteur humanitaire, les réticences des pays d'accueil, les rivalités institutionnelles et la médiatisation du conflit. Sur le plan interne, une capacité de déploiement limitée, des structures décisionnelles inadaptées, des ressources

■ **BELGRADE** : L'infâme chef de milice serbe "Arkan" a été assassiné par des inconnus dans un hall d'hôtel de Belgrade.

■ **TIMOR** : Près de 150 000 réfugiés sont rentrés au Timor oriental, mais les milices pro-indonésiennes continuent toutefois de s'opposer aux rapatriements.

■ **ONU** : L'ONU a recueilli des contributions d'un montant total de un milliard 470 millions de dollars au titre de ses programmes d'aide humanitaire en urgence, sur les 2, 2

À la recherche d'un refuge

GÉORGIE

Le Conseil de sécurité de

l'ONU a reconduit pour une période de six mois, jusqu'à la fin juillet, le mandat des 101 membres de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, dont le déploiement, appuyé par des soldats russes et d'autres contingents, a contribué à réduire les tensions en Abkhazie (RÉFUGIÉS n° 117). Plus de 250 000 civils d'origine géorgienne ont fui l'enclave séparatiste pendant la guerre de 1992-1993, et des combats sporadiques se sont succédés dans la région et ailleurs dans l'ex-république soviétique tout au long des années 90.

UGANDA

L'accord signé par le Soudan et l'Ouganda en décembre 1999 pour tenter de mettre fin à leur long conflit frontalier commence à porter ses (modestes) fruits, avec le retour chez eux de 21 Ougandais enlevés par l'Armée de résistance du Seigneur, faction armée qui sème la terreur dans le nord et le centre de l'Ouganda depuis une dizaine d'années. En outre, 54 autres otages ont été remis aux représentants de l'ONU à Khartoum. L'Armée de résistance du Seigneur a enrôlé par la force des dizaines de milliers de jeunes gens ces dernières années.

BOSNIE

Cinq Croates de Bosnie

ont été condamnés pour crimes contre l'humanité par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Ils étaient accusés d'avoir participé au massacre d'une centaine de paysans musulmans à Ahmici en 1993. Les cinq hommes ont été arrêtés par des soldats britanniques et leur procès s'est ouvert en août 1998. Ils ont été condamnés à des peines de prison allant de 6 à 25 ans. Un sixième accusé a été acquitté.

BURUNDI

Nouvel effort de paix



Pour la paix au Burundi et pour la paix dans le monde : Nelson Mandela et Kofi Annan.

UN DIRIGEANT AFRICAIN UNANIMEMENT RESPECTÉ, le regretté Julius Nyerere, ex-président de la république tanzanienne, avait essayé sans grand succès de dénouer l'écheveau de la guerre civile burundaise – l'une des plus déconcertantes du continent africain. Nelson Mandela, autre personnalité tout aussi éminente, a repris le flambeau, et va tenter en sa qualité de médiateur de faire cesser l'interminable conflit qui ravage le minuscule Etat d'Afrique centrale et qui a déjà fait plus de 200 000 morts. M. Mandela, premier président démocratiquement élu d'Afrique du Sud, prix No-

bel de la paix et sans doute le plus vénéré des hommes d'Etat vivants, n'a pas mâché ses mots lors de sa première rencontre avec les dirigeants burundais, les militaires et les chefs rebelles. "Pourquoi acceptez-vous d'être considérés comme des hommes sans talent et sans vision ?, leur a-t-il lancé. Quand ils entendent parler des massacres, les Occidentaux se disent, les Africains sont encore des barbares. Des gens civilisés ne feraient jamais ça. Alors, de grâce, rejoignez le monde moderne." Le Burundi est depuis plusieurs dizaines d'années le théâtre d'affrontements sporadiques entre les Hutus et les Tutsis qui, quoique minoritaires, tiennent les rouages de l'Etat depuis l'accession de l'ancienne colonie belge à l'indépendance en 1962. Prenant prétexte des explosions de violences des der-

niers mois, les autorités avaient parqué quelque 350 000 civils dans des «camps de regroupement» pour laisser la voie libre à l'armée dans sa chasse aux rebelles hutus – une tactique déjà tentée sans succès auparavant. Sous la pression de Nelson Mandela et du Conseil de sécurité de l'ONU, le Burundi a accepté de fermer ces camps, mais la perspective d'un accord de paix négocié qui permettrait aux centaines de milliers de déplacés burundais et à 330 000 réfugiés en Tanzanie de rentrer chez eux semble encore très lointaine. ■

EUROPE

Demandes en hausse en 1999

4 37 000 REQUÉRANTS D'ASILE ont frappé aux portes de l'Europe en 1999, soit 19% de plus que l'année précédente. L'Allemagne est une fois de plus le pays le plus sollicité, avec 95 300 demandes, suivie du Royaume-Uni avec 91 400 demandes et la Suisse 46 100. Avec 16,3 requérants pour 1000 habitants, le Liechtenstein arrive en tête en termes de nombre de demandes par habitant, suivi du Luxembourg (6,8) et de la Suisse

(6,5), le dernier de la liste étant le Portugal avec 0,03 requérant pour 1000 habitants, soit un tiers de la moyenne européenne. La Slovaquie a enregistré la plus forte augmentation du nombre de demandes d'asile l'an dernier, avec une augmentation de 155%, suivie du Liechtenstein (126%) et de la Finlande (122%). En revanche, le nombre de demandes a baissé de 13% aux Pays-Bas et en Suède et, tout en restant le pays le plus demandé en Europe,

l'Allemagne a enregistré une baisse de 3% par rapport à 1998. Détail intéressant : un rapport du Programme des Nations Unies pour la population (PNUAP) indique que l'Europe aura besoin d'ici 2025 de 160 millions d'immigrés supplémentaires pour pallier le vieillissement rapide de sa population, d'autant que, selon les prévisions la population européenne devrait diminuer de cinq millions de personnes dans les prochaines vingt-cinq années. ■

milliards de dollars qui vont lui être nécessaires. Les plus gros bailleurs de fonds pour 1999 ont été les États-Unis, l'Union européenne et le Japon.

■ **NOUVELLE-ZÉLANDE**: tous les immigrants séropositifs, y compris les réfugiés, seront refoulés aux frontières à compter du 1^{er} juillet.

■ **TIMOR**: Un quart des enfants réfugiés est-timorais souffrent de malnutrition aiguë.

■ **TIMOR**: La force internationale au Timor oriental (INTERFET) sous commandement australien a remis ses pouvoirs aux forces de maintien de la paix de l'ONU.

CROATIE

Un nouveau départ pour les réfugiés ?

IL Y A PEUT-ÊTRE UNE LUEUR d'espoir pour les centaines de milliers de civils qui ont fui la Croatie pendant la guerre de 1991-1995 dans l'ancienne Yougoslavie. Après le récent décès du président Franjo Tudjman, le nouveau gouvernement du pays a fait part de la prochaine introduction des réformes démocratiques radicales ainsi que de la reconnaissance au droit de retour dans leurs maisons des réfugiés et personnes déplacées. Signe encourageant, lors des récentes campagnes législatives

et présidentielle, cette question a été traitée comme un problème humanitaire et social, sans le caractère politique hautement sensible dont il était question pendant l'ère Tudjman. "Je suis prêt à faire des gestes pour mettre fin aux accusations collectives (de la minorité serbe), même si ces gestes ne sont pas réciproques", a affirmé le président élu Stipe Mesic lors d'une interview. Les nouvelles autorités ont ainsi déclaré que tous les réfugiés, qu'ils se trouvent en Croatie ou en Bosnie-Herzégovi-

ne, ont le droit de retourner chez eux. Elles ont aussi fait part au HCR de leur décision de supprimer toute loi qui entraverait ce retour. Dans le passé, la Croatie avait exprimé, mais uniquement pour la forme, sa volonté de recevoir les réfugiés. Toutefois, près de 280 000 déracinés se trouvent toujours en République fédérale de Yougoslavie et en Bosnie voisine, même si 112 000 ont pu réintégrer leur domicile, dont 36 000 Serbes de Croatie qui s'étaient réfugiés en Yougoslavie. ■



Un nouveau départ ? Les Serbes de Croatie qui ont dû fuir la région de la Krajina en 1995 pourraient bientôt rentrer chez eux.

ERYTHRÉE

Fin d'une bouderie

APRÈS TROIS ANNÉES D'ABSENCE, le HCR est de retour en Erythrée. Il avait été expulsé de ce petit pays de la corne de l'Afrique en mai 1997 pour avoir, selon les termes des autorités d'Asmara, «exigé indûment» le rapatriement des Erythréens réfugiés au Sud-Soudan. Les relations soudano-érythréennes se sont récemment améliorées

— assez du moins pour que l'Erythrée ouvre une ambassade à Khartoum en janvier dernier, après six années de bouderie diplomatique. Cette embellie permet au HCR de reprendre ses opérations dans la région et de faire des plans pour rapatrier enfin les quelque 150 000 Erythréens réfugiés au Soudan, certains depuis un quart de siècle. ■

À la recherche d'un refuge

CHINE

Le HCR a protesté auprès de la Chine contre le renvoi en Corée du Nord de réfugiés reconnus comme tels. Les sept personnes, âgées de 13 à 30 ans, avaient été interceptées par des patrouilleurs russes près de la frontière chinoise. La Russie les avait remis à la Chine, qui s'est empressée de les déporter en Corée du Nord malgré les avertissements du HCR, sous prétexte que leur situation était la même que celle de milliers d'autres Nord-Coréens affamés qui franchissent la frontière chinoise en quête de nourriture.

BELGIQUE

La Belgique a récemment offert à ses résidents clandestins, les «sans-papiers», une chance unique de régulariser leur statut. Entre 35 000 et 40 000 demandes ont été reçues et seront examinées par un jury composé d'un avocat, d'un magistrat et d'une organisation non gouvernementale. Des requérants d'asile n'ayant pas reçu une réponse définitive, des personnes pouvant faire valoir des raisons humanitaires pour rester dans le pays, ou encore des personnes gravement malades ou qui ne peuvent pas retourner dans leur pays de résidence habituelle ou dont elles possèdent la nationalité pour des raisons en dehors de leur contrôle, sont au nombre des personnes désireuses de régulariser leur situation.



La technologie au service de l'humanitaire : rencontre entre Bill Gates et Sadako Ogata au Sommet de Davos.



Dakar, Sénégal : kits mobiles de Microsoft pour l'enregistrement des réfugiés.

© MICROSOFT / P. SCHULER

Technologie et identité

L'UN DES ASPECTS LES PLUS DOULOUREUX des épreuves qu'ont vécues les centaines de milliers de réfugiés qui ont afflué du Kosovo début 1999 a été la volonté affichée par les autorités serbes de dépouiller nombre d'entre eux de toute forme d'identification. Le HCR enregistre les réfugiés, mais seulement après leur installation dans un camp ou un centre d'accueil, pour qu'ils puissent bénéficier d'une aide humanitaire d'urgence. L'ampleur et la rapidité de l'exode du Kosovo et la nécessité de rendre leur identité aux réfugiés ont

conféré au problème une dimension bien plus grande que celle d'une crise de réfugiés « normale ». Microsoft, soutenu par des entreprises comme Hewlett-Packard, Compaq, Securit et ScreenCheck, a mis au point un kit d'enregistrement sur le terrain comprenant des ordinateurs, des appareils de photo numériques, des blocs de signature, des imprimantes spéciales pour cartes d'identité, ainsi que le matériel et les logiciels nécessaires. La plupart des réfugiés sont rentrés chez eux avant que ce matériel révolutionnaire ne

puisse être véritablement utilisé mais les essais ont été poursuivis sur le terrain au moyen d'un logiciel amélioré. Cent systèmes portables de 40 kg et d'une valeur de 20 000 dollars ont été remis au HCR, avec leur générateur. Plusieurs ont été récemment installés au Sénégal, en Afrique de l'Ouest, où ils sont utilisés pour l'enregistrement. Ioli Kimyaci, analyste des systèmes d'information au HCR, qui travaillait au Sénégal, indique que "en principe, les réfugiés doivent venir se faire enregistrer. C'est un processus inefficace, qui prend du temps. Maintenant, nous pouvons nous rendre auprès des réfugiés. Il faut dix minutes pour monter le système et commencer à travailler. Il est très facile à manier". Microsoft continuera à apporter son soutien en fournissant du personnel et des conseils techniques. Le HCR a reconnu, dans une évaluation de son opération au Kosovo, qu'il devait renforcer ses procédures d'enregistrement. Les systèmes mobiles contribueront largement à la réalisation de cet objectif. ■

Acteur et ambassadeur

L'EGYPTIEN ADEL IMAN, L'UN DES ACTEURS les plus célèbres du monde arabe, a été nommé ambassadeur de bonne volonté du HCR au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Adel Iman, qui a aujourd'hui la soixantaine et dont le dernier film, Hello America, a remporté un immense succès, combinera sa carrière d'acteur et ses nouvelles obligations. "En tant qu'ambassadeur de bonne volonté, je tenterai d'accomplir trois missions principales : visiter les régions accueillant des réfugiés, collecter des fonds et monter des projets artistiques en faveur des réfugiés", a-t-il déclaré. ■

Le sport au service de l'humanitaire

LE DR JOHANN KOSS, TRIPLE CHAMPION olympique de patinage de vitesse, a créé un fonds humanitaire, appelé Olympic Aid, pour les Jeux Olympiques de Sydney, en septembre prochain. L'organisation espère recueillir au moins cinq millions de dollars australiens. Le gros des dons sera consacré, par le biais du HCR, à des projets en faveur des enfants réfugiés dans les domaines de l'éducation, de la santé et du sport. Une partie des

fonds servira à promouvoir une « Journée olympique » dans 12 camps de réfugiés à travers le monde. Organisée en juin, elle offrira à des jeunes la possibilité de participer à une série d'épreuves sportives de football, de volley-ball, de netball, de course et de saut notamment. En Australie, ce sont des enfants défavorisés qui bénéficieront du volet australien du projet, géré par les champions de tennis Pat Rafter et Evonne Goolagong. ■



REPRODUIT AVEC L'AIMABLE AUTORISATION DE 2000 WILLIS—SAN JOSÉ MERCURY NEWS. TOUS DROITS RÉSERVÉS.

“Qui est, qui n’est pas un réfugié ? Les intéressés, eux, ne savent qu’une chose : ils ont été chassés de chez eux. Mais on continue à appliquer aux deux tiers d’entre eux l’euphémisme malheureux de personnes déplacées à l’intérieur de leur pays.”

Richard Holbrooke, ambassadeur des Etats-Unis, lors d’un débat au Conseil de sécurité de l’ONU sur la différence entre réfugiés et déplacés.

“J’ai demandé des fonds. A ce jour nous avons reçu des promesses, mais pas le moindre dollar.”

Klaus Reinhardt, commandant des forces de l’OTAN au Kosovo, évoquant les efforts entrepris pour réunir les 120 millions de dollars nécessaires au paiement du salaire des fonctionnaires de la province.

teurs ont si généreusement financés pour le Kosovo et le Timor oriental ?”

Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, soulignant l’attitude ambivalente de la communauté internationale vis à vis de l’assistance à long terme en Afrique.

“L’Afrique a-t-elle jamais bénéficié de programmes de relèvement de l’ampleur de ceux que les Etats dona-

teurs ont si généreusement financés pour le Kosovo et le Timor oriental ?”
“Grozny a subi le même sort que Coventry, Varsovie ou Stalingrad pendant la Seconde Guerre mondiale — la destruction totale.”

Témoignage d’un civil chassé de la capitale tchétchène par l’assaut des troupes russes.

“Comparez ce qui a été fait en Bosnie en cinq ans avec ce que nous avons accompli au Kosovo en cinq mois, et cessez de donner des leçons de morale. Jamais une mission de l’ONU ne s’est déployée aussi rapidement.”

Bernard Kouchner, administrateur des Nations Unies au Koso-

vo, répondant à ceux qui accusent l’ONU de ne pas intervenir assez rapidement dans la province.

“Les enfants ne pleurent pas, et c’est ce qu’il y a de plus terrifiant. J’ai l’impression que nos enfants ne savent plus pleurer.”

Une infirmière tchétchène évoquant la destruction de Grozny et le coût humain de la guerre.

“Quand ils entendent parler des massacres, les gens se disent «les Africains sont encore des barbares. Des gens civilisés ne feraient jamais ça». Alors, de grâce, rejoignez le monde moderne.”

Nelson Mandela, ancien président d’Afrique du Sud, récemment nommé médiateur pour le Burundi, exhortant les belligérants à faire la paix.

“Nous sommes tous contre le terrorisme. Mais les moyens utilisés pour le combattre doivent rester proportionnels. Nous devons à tout prix éviter de créer une situation dans laquelle les civils seraient exposés à la violence.”

Kofi Annan, Secrétaire général de l’ONU, évoquant les dangers de l’intervention militaire russe en Tchétchénie.

“Les forces de désintégration sont beaucoup plus fortes que les forces d’intégration.”

Carl Bildt, ancien Haut représentant chargé d’assurer le suivi de l’application de l’Accord de paix en Bosnie-Herzégovine, résumant la situation au Kosovo.

